



**ADMINISTRATION COMMUNALE DE SAINT-JOSSE-TEN-NOODE
GEMEENTEBESTUUR VAN SINT-JOOST-TEN-NODE**

**CONSEIL COMMUNAL DU 28 MAI 2018
GEMEENTERAAD VAN 28 MEI 2018**

NOTES EXPLICATIVES
TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 19:15
Opening van de zitting om 19:15

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

28.05.2018/A/0001 **Communication.**

Mededeling.

28.05.2018/A/0002 **Procès-verbal du Conseil communal du 23 avril 2018; approbation.**

Après lecture des décisions prises en séance du 23 avril 2018, le procès-verbal de cette séance est adopté à l'unanimité.

Proces-verbaal van de Gemeenteraad van 23 april 2018; goedkeuring.

Er wordt lezing gegeven van de beslissingen genomen in zitting van 23 april 2018. Het proces-verbaal van deze zitting wordt met éénparigheid van stemmen goedgekeurd.

2 annexes / 2 bijlagen

PV PUBLIC 23.04.2018.pdf, PV COMPLET 23.04.2018.pdf

28.05.2018/A/0003 **Règlement de police afférent à la prostitution en vitrine ; modification.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment en son article 121 ;

Vu le règlement de police afférent à la prostitution en vitrine tel qu'adopté par le Conseil communal en sa séance du 30 mai 2016 ;

Considérant que, conformément à l'article 121 de la Nouvelle Loi Communale, les Communes peuvent adopter des règlements complémentaires à la loi du 21 août 1948 supprimant la réglementation officielle de la prostitution ;

Qu'au travers de ces règlements complémentaires, l'autorité communale dispose d'un large pouvoir d'appréciation pourvu qu'elle s'en tienne à la moralité et à la tranquillité publique sans règlementer l'activité de prostitution en tant que telle;

Que la Commune de Saint-Josse-ten-Node, dans un souci de maintien et de préservation de la tranquillité et de la moralité publiques, a, de longue date, concentré l'activité de prostitution dans les rue des Plantes, rue de la Rivière, rue Linné et rue de la Prairie ;

Que cette concentration n'a, du reste, jamais été contestée ;

Considérant qu'il convient de limiter l'exercice de la prostitution aux numéros de police repris dans l'article 2 du présent règlement ;

Qu'en effet, un certain nombre de mutations immobilières ou d'affectation sont intervenues dans le quartier depuis deux ans ;

Considérant que le présent règlement entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2019 ;

Considérant qu'il convient d'avoir égard au fait que, même si cette zone voit se concentrer l'exercice de la prostitution sur le territoire de la Commune de Saint-Jossetten-Noode, il n'en reste pas moins qu'il est nécessaire d'y prévenir les atteintes à la moralité publique ;

Qu'en effet, ce quartier voit se côtoyer, indépendamment de l'affectation urbanistique d'habitation, des résidents, des commerçants et leurs clients, des prostituées et leurs clients ;

Que de plus, ce quartier est un lieu de passage important entre la gare du Nord, les grands axes de la Petite Ceinture, la place Rogier, le métro et la rue Royale ;

Qu'également ces rues comprennent, ou sont à proximité immédiate de, la CAPAC, rue des Plantes, d'un commissariat de police à l'angle de la rue de la Prairie et de la rue des Plantes, de logements dans le cadre du contrat de quartier « Méridien » à l'angle de la rue de Brabant et de la rue de la Prairie avec un équipement collectif au rez-de-chaussée, d'une piscine, d'une école, d'une salle de sport, d'une maison de jeune, d'une maison d'enfants « les hirondelles » située rue Verte, du service des travaux d'intérêts collectifs de la Mission Locale situé rue Verte ;

Considérant l'ouverture prochaine d'un complexe des Habitations à Bon Marché rue Linné et rue des Plantes, comportant 50 logements de une à trois chambres ainsi que la création d'une crèche au rez-de-chaussée qui accueillera trente-six enfants ;

Considérant que ces habitations accueilleront des familles tennodoises à partir du 2 juillet 2018 alors que la crèche accueillera des enfants exclusivement tennodois à partir du 3 janvier 2019 dont l'inauguration a été effectuée le vendredi 4 mai 2018 et dont la réception provisoire a été réalisée le 8 mai 2018 ;

Considérant que des parents accompagnés de leurs très jeunes enfants devront traverser les rues avoisinantes pour se rendre quotidiennement en leur logement ou en la crèche précitée, dont, et de manière non limitative, tant de la gare du Nord que de la rue Royale ;

Considérant que l'exposition en vitrine de personnes prostituées en tenue à tout le moins légère et la présence d'objets et d'accessoires à caractère sexuel est susceptible de choquer les personnes qui ne recherchent pas les services sexuels proposés, a fortiori s'agissant de jeunes enfants accompagnés de leurs parents, et de porter atteinte à la moralité publique ;

Considérant qu'il est nécessaire, dans un but de protection de la moralité publique, d'interdire l'exercice de la prostitution en vitrine sur les lieux de pénétration vers la crèche ;

Considérant que ces lieux de pénétration sont situés exclusivement sur le territoire de la commune de la manière suivante :

- rue de la Prairie : en son entièreté ;
- rue des Plantes : en son entièreté jusqu'aux numéros de police 102 et 111 ;
- rue Linné : en son tronçon entre les numéros de police 85 à 99 et 86 à 114.

Considérant qu'il convient donc d'interdire en ces lieux l'exercice de la prostitution en vitrine ;

Qu'une telle interdiction n'est manifestement pas disproportionnée au but poursuivi de préservation de la moralité publique et ne porte pas une atteinte excessive à l'exercice

de leurs professions par les personnes prostituées ;
Qu'il n'existe pas de mesures moins attentatoires au droit à l'exercice de leur profession par les personnes prostituées ;
Qu'en toute hypothèse, quand bien même de telles mesures existeraient, quod non, la circonstance que d'autres mesures auraient été envisageables n'implique pas que celles qui ont été prises soient irrégulières ou disproportionnées à l'objectif poursuivi ;
Vu les rapports et procès-verbaux de police faisant état de troubles à la sécurité et à la moralité publiques générés par de nombreuses carrées dont en matière de traite humaine ;
Considérant que la traite humaine est par définition contraire à la moralité publique ;
Considérant que le présent règlement poursuit l'objectif de prévenir les effets néfastes de la prostitution sur la moralité publique tout en donnant un délai raisonnable aux exploitants visés par le présent règlement pour anticiper son entrée en vigueur ;
Considérant que l'autorité communale souhaite avoir la possibilité, en certaines occasions exceptionnelles, soit lorsque des événements ou activités qu'elle autorise sont organisés dans les quatre rues précitées (marché, braderie, journée sans voiture, fête de quartier,...), de privilégier et préserver la moralité publique en ordonnant la fermeture des carrées pour une durée limitée, commençant au plus tôt deux heures avant le début officiel de l'activité ou de l'évènement et se terminant au plus tard deux heures après sa fin officielle ;
Considérant que c'est au Collège des Bourgmestre et Echevins qu'il revient de prendre la décision de fermer les carrées pour une durée limitée en raison d'un évènement ou d'une activité organisée par un organisme public ou privé ;
Considérant que si la fermeture momentanée des carrées est susceptible d'avoir des répercussions sensibles pour leurs exploitants, l'adoption d'une telle mesure serait exceptionnelle ;
Considérant que la fermeture en question supposera également que les exploitants en aient été avertis quinze jours à l'avance ;
Que toutefois, la tenue de registre des personnes prostituées par la Commune étant interdite, il est nécessaire de procéder par voie d'affichage de la délibération du Collège dans le délai précité ;
Considérant que la violation des obligations prévues par le présent règlement sera punie de peines de police, conformément à l'article 121 de la Nouvelle Loi Communale ;

Arrête :

Le règlement de police afférent à la prostitution en vitrine est modifié comme suit :

Article 1. L'article 1^{er} du règlement de police du 30 mai 2016 afférent à la prostitution en vitrine est remplacé par ce qui suit :

« Article 1. Au sens du présent règlement, on entend par :

1° Carrée : toute construction, bien immeuble, partie d'immeuble se situant au rez-de-chaussée composé d'une vitrine visible depuis la voie publique derrière laquelle s'expose une personne en vue de se prostituer ;

2° Vitrine : surface vitrée transparente vouée à l'exposition d'une personne prostituée. ».

Article 2. A l'article 2 du même règlement les modifications suivantes sont apportées :

« La prostitution est interdite sur le territoire de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode, sauf dans les carrées situées aux numéros de police suivants :

- rue Linné : n°36, 37, 38, 40, 44, 45, 48, 50, 51, 57, 58, 61, 60, 63, 64, 65, 66, 67, 69, 71, 75, 76/78, 77, 79, 80, 81. ».

Article 3. Le présent règlement entre en vigueur à compter du premier janvier 2019.

Reglement betreffende de raamprostitutie ; wijziging.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 121 ;

Gelet op het politiereglement betreffende de raamprostitutie zoals goedgekeurd door de Gemeenteraad in zitting van 30 mei 2016 ;

Overwegende dat, overeenkomstig artikel 121 van de Nieuwe Gemeentewet de Gemeenten aanvullende reglementen kunnen goedkeuren van de wet van 21 augustus 1948 tot afschaffing van de officiële reglementering van de prostitutie ;

Dat de gemeentelijke overheid door deze aanvullende reglementen over een grote beoordelingsmacht beschikt mits zij zich houdt aan de openbare moraliteit en rust zonder de activiteit van prostitutie als dusdanig te reglementeren;

Dat de Gemeente Sint-Joost-ten-Node, met het oog op het behoud en de bewaring van de openbare rust en moraliteit, de activiteit van prostitutie heeft geconcentreerd in de Plantenstraat, Rivierstraat, Linnéstraat en Weidestraat ;

Dat deze concentratie voor het overige nooit werd betwist ;

Overwegende dat de uitoefening van prostitutie dient te worden beperkt op de adressen opgenomen in artikel 2 van dit reglement ;

Dat immers een zeker aantal bestemmings- of vastgoedwijzigingen hebben plaatsgevonden in de wijk sedert twee jaar ;

Overwegende dat dit reglement in werking zal treden op 1 januari 2019 ;

Overwegende dat rekening dient te worden gehouden met het feit dat, ook al concentreert de uitoefening van prostitutie zich in deze zone op het grondgebied van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node, dit niet wegneemt dat het noodzakelijk is om er de aantasting van de openbare moraliteit te voorkomen ;

Dat in deze wijk immers, onafhankelijk van de stedenbouwkundige woonbestemming, bewoners, handelaars en hun klanten, prostituees en hun klanten naast elkaar leven;

Dat deze wijk bovendien een belangrijke doorgangplaats is tussen het Noordstation, de grote assen van de Kleine Ring, het Rogierplein, de metro en de Koningsstraat ;

Dat deze straten eveneens omvatten, of in de onmiddellijke nabijheid gelegen zijn van van HVW, Plantenstraat, een politiecommissariaat op de hoek van de Weidestraat en de Plantenstraat, woningen in het kader van het wijkcontract « Middaglijn » op de hoek van de Brabantstraat en de Weidestraat met een collectieve voorziening op het gelijkvloers, een zwembad, een school, een sportzaal, een jeugdhuis, een kinderkuis « les hirondelles » gelegen Groenstraat, de dienst werken van collectief belang Lokale Werkwinkel gelegen Groenstraat ;

Overwegende de toekomstige opening van een complex van Goedkope Woningen Linnéstraat en Plantenstraat, die 50 woningen bevat van één tot drie kamers alsook de oprichting van een crèche op het gelijkvloers die zesendertig kinderen zal opvangen ;

Overwegende dat deze woningen Tennoodse gezinnen zullen huisvesten vanaf 2 juli 2018 terwijl de crèche uitsluitend Tennoodse kinderen zal opvangen vanaf 3 januari 2019 waarvan de inhuldiging plaatsvond op vrijdag 4 mei 2018 en waarvan de voorlopige oplevering werd gerealiseerd op 8 mei 2018 ;

Overwegende dat ouders vergezeld van hun zeer jonge kinderen de omliggende straten zullen moeten doorkruisen om zich dagelijks naar hun woning of naar de voornoemde crèche te begeven, waaronder en niet-beperkend zowel het Noordstation als de Koningsstraat ;

Overwegende dat de blootstelling achter het raam van zich prostituerende personen in op zijn minst lichte kledij en de aanwezigheid van voorwerpen en toebehoren met seksueel karakter personen kan schokken die geen seksuele diensten zoeken, zeker wanneer het jonge kinderen betreft vergezeld door hun ouders, en de openbare moraliteit kan aantasten ;

Overwegende dat het noodzakelijk is, met het oog op de bescherming van de openbare moraliteit, om de uitoefening van raamprostitutie op invalspots naar de crèche te verbieden ;

Overwegende dat deze invalspots uitsluitend gelegen zijn op het grondgebied van de gemeente en dit als volgt :

– over de gehele Weidestraat;

– over de gehele Plantenstraat tot aan de nummers 102 en 111;

– Linnéstraat : op het stuk tussen de nummers 85 tot 99 en 86 tot 114. ;

Overwegende dat de uitoefening van raamprostitutie op deze plaatsen dient te worden verboden ;

Dat een dergelijk verbod duidelijk niet buitenmaats is ten opzichte van het vooropgestelde doel van bewaring van de openbare moraliteit en geen overmatig nadeel toebrengt aan de prostituerende personen voor de uitoefening van hun beroep ;

Dat er geen minder aantastende maatregelen bestaan voor het recht van de prostituerende personen op de uitoefening van hun beroep ;

Dat in ieder geval, zelfs indien dergelijke maatregelen zouden bestaan, hetgeen niet het geval is, de omstandigheid dat andere maatregelen hadden kunnen worden overwogen niet inhoudt dat de maatregelen die werden genomen onregelmatig of buitenmatig zijn ten opzichte van de beoogde doelstelling ;

Gelet op de politieverslagen en processen-verbaal die melding maken van verstoringen van de openbare veiligheid en moraliteit veroorzaakt door de vele carrés waaronder mensenhandel ;

Overwegende dat mensenhandel per definitie strijdig is met de openbare moraliteit ;

Overwegende dat dit reglement de doelstelling nastreeft om de schadelijke effecten te voorkomen van de prostitutie op de openbare moraliteit en tegelijk een redelijke termijn verleent aan de uitbaters beoogd door dit reglement om te anticiperen op de inwerkingtreding ervan ;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid de mogelijkheid wenst te hebben, in bepaalde uitzonderlijke gevallen, hetzij wanneer er evenementen of activiteiten die zij toestaat worden georganiseerd in de vier voornoemde straten (markt, braderij, autoloze zondag, buurtfeest,...), om de openbare moraliteit voorop te stellen en te bewaren door de sluiting te bevelen van de carrés voor een bepaalde duur, die ten vroegste van start gaat twee uur voor de officiële aanvang van de activiteit of het evenement en ten laatste afloopt twee uur na het officiële einde ;

Overwegende dat het de taak is van het College van Burgemeester en Schepenen om de beslissing te nemen tot sluiting van de carrés voor een beperkte duur wegens een evenement of een activiteit georganiseerd door een openbare of privé-instelling ;

Overwegende dat indien de tijdelijke sluiting van de carrés aanzienlijke gevolgen zou hebben voor hun uitbaters, de goedkeuring van een dergelijke maatregel uitzonderlijk zou zijn ;

Overwegende dat de sluiting in kwestie tevens veronderstelt dat de uitbaters hierover twee weken op voorhand worden verwittigd ;

Dat echter, aangezien het bijhouden door de Gemeente van een register van prostituerende personen verboden is, het noodzakelijk is om over te gaan tot aanplakking van de beraadslaging van het College binnen de voornoemde termijn ;

Overwegende dat de schending van de verplichtingen voorzien door dit reglement zal

worden bestraft door politie sancties, overeenkomstig artikel 121 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Besluit :

Het politiereglement betreffende de raamprostitutie wordt gewijzigd als volgt :

Artikel 1. Artikel 1 van het politiereglement van 30 mei 2016 betreffende de raamprostitutie wordt vervangen door wat volgt :

Artikel 1. In de zin van dit reglement, verstaat men onder :

1° Carré : elk gebouw, pand of deel van een pand dat zich bevindt op het gelijkvloers en bestaat uit tenminste één zichtbaar vanaf de openbare weg waarachter zich één of meerdere personen blootstellen om zich te prostitueren ;

2° Vitrine : doorzichtig glasoppervlak bestemd voor de blootstelling van prostituees ;

Artikel 2. In artikel 2 van hetzelfde reglement worden de volgende wijzigingen aangebracht :

“ Prostitutie is verboden op het grondgebied van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node, behalve in de carrés gelegen op de volgende adressen :

1° Linnéstraat : n°36, 37, 38, 40, 44, 45, 48, 50, 51, 57, 58, 61, 60, 63, 64, 65, 66, 67, 69, 71, 75, 76/78, 77, 79, 80, 81”

Artikel 3. Dit reglement treedt in werking vanaf 1 januari 2019.

2 annexes / 2 bijlagen

règlement NL 30 05 2016 adoption.pdf, règlement FR 30 05 2016 adoption.pdf

28.05.2018/A/0004 **Bien immeuble sis rue de la Prairie 27 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode; décision d'acquisition définitive.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment l'article 117;

Vu la circulaire relative à l'acquisition ou l'aliénation d'un droit de propriété ou de droits réels relatifs aux biens immeubles du 22 décembre 2015;

Considérant que l'acquisition du bien immeuble sis rue de la Prairie 27 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode est une opération importante pour la Commune de Saint-Josse-ten-Noode en ce qu'elle permettrait, après rénovation, une étape de revalorisation du bâti dans le Quartier Nord;

Considérant que la vente publique du bien était prévue le 16 mai 2018 et qu'aucun prix de vente initial n'était fixé;

Considérant que ce bien est cadastré Saint-Josse-ten-Noode, 1er département, section A, numéro 91 T, pour une superficie de 115 m²;

Considérant que suivant l'étude réalisée par Bruxelles fiscalité, service régional de Bruxelles, ce dernier estime la valeur vénale de la parcelle en vente libre à 175.000,00 EUROS;

Considérant qu'il serait donc financièrement avantageux d'acquérir le bien à un montant maximum de 175.000,00 EUROS, soit à une valeur inférieure ou égale à l'estimation du service Bruxelles fiscalité, service régional de Bruxelles;

Considérant l'urgence en ce que la Commune n'a été informée de la vente que le 9 mai 2018 et qu'il lui était donc impossible de soumettre la présente proposition d'acquisition lors d'une précédente séance du Conseil communal;

Considérant qu'il est loisible pour la Commune de surenchérir endéans les deux semaines suivant l'éventuelle adjudication survenue lors de la vente publique;

Considérant que cette acquisition est fondamentale dans le cadre de la revalorisation du bâti du Quartier Nord en ce qu'elle permettrait à la Commune d'y créer des logements de qualité dans le cadre de sa rénovation;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

Décide :

-

De prendre la décision définitive d'acquérir pour cause d'utilité publique le bien immeuble sis rue de la Prairie, n°27 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, cadastré Saint-Josse-ten-Noode, 1er département, section A, numéro 91 T pour un prix maximum de 175.000,00 EUROS sous réserve de la décision de l'autorité de tutelle y afférente;

-

D'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre et le Secrétaire communal, à réaliser les actes généralement quelconques afférents à la présente acquisition dont, et de manière non exhaustive, l'éventuel compromis et l'acte de vente à intervenir;

-

D'imputer l'ensemble des dépenses y relatives à l'article 0000/712/60 du budget extraordinaire 2018.

Onroerend goed gelegen Weidestraat 27 te 1210 Sint-Joost-ten-Node; beslissing tot definitieve aankoop.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117;

Gelet op de omzendbrief betreffende de aankoop of de vervreemding van een eigendomsrecht of van reële rechten betreffende de onroerende goederen van 22 december 2015;

Overwegende dat de aankoop van het onroerend goed gelegen Weidestraat 27 te 1210 Sint-Joost-ten-Node een belangrijke operatie is voor de Gemeente Sint-Joost-ten-Node aangezien deze, na renovatie, een fase van herwaardering van de gebouwen in de Noordwijk zou mogelijk maken;

Overwegende dat de openbare verkoop van het goed voorzien was op 16 mei 2018 en dat er geen enkele initiële verkoopprijs werd vastgesteld;

Overwegende dat dit goed gekadastraerd is Sint-Joost-ten-Node, 1ste afdeling, sectie A, nummer 91 T , voor een oppervlakte van 115 m²;

Overwegende dat volgens de studie uitgevoerd door Brussel fiscaliteit, gewestelijke dienst van Brussel, deze laatste de handelswaarde van het perceel in vrije verkoop schat op 175.000,00 EURO;

Overwegende dat het dus financieel voordelig zou zijn om het goed aan te kopen voor een maximumbedrag van 175.000,00 EURO, hetzij voor een waarde lager dan of gelijk aan de schatting van de dienst Brussel fiscaliteit, gewestelijke dienst van Brussel;

Overwegende de dringendheid aangezien de Gemeente pas geïnformeerd werd over de verkoop op 9 mei 2018 en dat zij dus in de onmogelijkheid was om dit voorstel van aankoop voor te leggen tijdens een vorige zitting van de Gemeenteraad;

Overwegende dat het de Gemeente vrijstaat om een hoger bod te doen binnen de twee weken volgend op de eventuele veiling die plaatsvond tijdens de openbare verkoop;

Overwegende dat deze aankoop van fundamenteel belang is in het kader van de herwaardering van de gebouwen van de Noordwijk aangezien deze de Gemeente zou toelaten om er kwaliteitsvolle woningen op te richten in het kader van de renovatie ervan;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

Beslist :

•

Om de definitieve beslissing te nemen om ten openbare nutte het onroerend goed aan te kopen gelegen Weidestraat nr. 27 te 1210 Sint-Joost-ten-Node, gekadastraerd Sint-Joost-ten-Node, 1ste afdeling, sectie A, nummer 91 T

voor een maximumbedrag van 175.000,00 EURO onder voorbehoud van de beslissing van de betreffende toezichthoudende overheid;

•

Om het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester en de Gemeentesecretaris, toe te staan om alle mogelijke handelingen te stellen betreffende deze aankoop waaronder, en niet-exhaustief, de eventuele voorlopige koopakte en de op te stellen koopakte;

•

Om alle bijhorende uitgaven te boeken op artikel 0000/712/60 van de buitengewone begroting 2018.

*1 annexe / 1 bijlage
Estimation 15-05-2018.pdf*

28.05.2018/A/0005 **Enseignement primaire communal francophone; règlement relatif à la taille de classe.**

Le Conseil communal,

Attendu qu'il serait judicieux de régler la taille des classes dans l'enseignement primaire communal et de s'aligner sur les normes de l'enseignement primaire néerlandophone ;

Vu la proposition de règlement relatif à la taille de classe dans l'enseignement primaire communal ;

Vu l'avis de la Copaloc du 26 avril 2018 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Décide :

D'adopter le règlement relatif à la taille de classe dans l'enseignement primaire communal avec effet à rentrée scolaire 2018-2019, comme repris en annexe.

2 annexes / 2 bijlagen

Projet PV Copaloc Fundamental-Aca 26-04-2018.pdf, Projet de règlement relatif à la taille de classe.pdf

28.05.2018/A/0006 **Kinderdagverblijf Het Madeliefje; huishoudelijk reglement.**

De Gemeenteraad,

Gelet op de artikels 34, 35 en 36 van het Besluit van de Vlaamse Regering van 22 november 2013 houdende de vergunningsvoorwaarden en het kwaliteitsbeleid voor gezinsopvang en groepsopvang van baby's en peuters;

Gelet op het Ministerieel besluit van 25 november 2016 tot uitvoering van het vergunningsbesluit van 22 november 2013;

Gelet op het wijzigingsbesluit van 11 december 2015 houdende de maatregelen in het kader van de handhaving van de voorwaarden voor gezinsopvang en groepsopvang van baby's en peuters;

Gelet op het huishoudelijk reglement van het kinderdagverblijf Joost-e-Fien dat de Gemeenteraad goedgekeurd heeft in zijn zitting van 1 oktober 2015;

Overwegende dat een huishoudelijk reglement zorgt voor duidelijke afspraken zodat ouders goed te weten komen van wat er van hen verwacht wordt;

Beslist:

om het in bijlage gevoegde huishoudelijk reglement voor het kinderdagverblijf Het Madeliefje goed te keuren.

Huishoudelijk reglement

Wat is een huishoudelijk reglement?

- het is een algemeen document dat eenzijdig uitgaat van de organisator
- het bevat de algemene bepalingen over de werking en de leefregels van de kinderopvanglocatie
- het is zonder uitzondering voor elk gezin op dezelfde manier van toepassing

http://www.kindengezin.be/img/Huishoudelijk_reglement_en_schriftelijke_overeenkom

Organiserend bestuur

De inrichtende macht is het College van Burgemeester en Schepenen van de gemeente Sint-Joost-ten-Node. De contactpersoon van het organiserend bestuur is de verantwoordelijke van de dienst Nederlandstalige Kinderdagverblijven.

Gemeentebestuur Sint-Joost-ten-Node

Vijfde directie - Nederlandstalige kinderdagverblijven

Sterrenkundelaan 13, 1210 Brussel

Tel: 02/220 26 66

Mail: tsimkens@sjtn.brussels

Kinderdagverblijf Het Madeliefje

KDV Het Madeliefje, De Liedekerkestraat 65-67, 1210 Brussel

Tel: 02/217.40.37.

mail: madeliefje@sjtn.brussels

De directrice/teur heeft de dagelijkse leiding over het kinderdagverblijf.
In dit reglement verwijst de term verantwoordelijke telkens naar haar/hem.
Zij/hij heeft de dagelijkse leiding over het personeel en onderhoudt de contacten met de inrichtende macht en externe instanties voor kinderopvang.

U kan de verantwoordelijke te allen tijde aanspreken in geval van klachten over de werking in het kinderdagverblijf of persoonsgebonden kwesties.
Contacteer de verantwoordelijke bij voorkeur per mail of telefonisch. Om optimale beschikbaarheid te garanderen maakt de verantwoordelijke een afspraak met U.

De verantwoordelijke is regelmatig aanwezig in het kinderdagverblijf.
Als zij/hij afwezig is (externe vergadering, vorming, verlof, ziekte,...) neemt de begeleidster/der van de groep nota van uw vraag en geeft deze door zodra de verantwoordelijke aanwezig is.
Als de verantwoordelijke voor langere tijd afwezig is wordt een begeleidster/der als vervangster/er aangeduid voor dringende vragen. Zij handelt in overleg met de contactpersoon van de inrichtende macht.

Openingsdagen en openingsuren

Het kinderdagverblijf is open van maandag tot vrijdag van 7u15 tot 18u15.

De inrichtende macht maakt jaarlijks, uiterlijk op 15 december, de sluitingsdagen bekend voor het volgende jaar. U ontvangt deze sluitingsdagen per mail. Indien u geen mailadres heeft krijgt u het document via het kastje/kapstok van uw kindje.

Tussen Kerst en Nieuwjaar zijn we gesloten.
Op officiële feestdagen zijn we gesloten.
Maximaal 5 dagen per jaar zijn we gesloten wegens vorming van het begeleidend personeel.
Doorgaans sluiten we twee weken tijdens de zomer, voor of na de Nationale feestdag (21 juli).

Verzekering

Het Madeliefje beschikt via het gemeentebestuur van Sint-Joost-ten-Node over een verzekering voor de burgerlijke aansprakelijkheid voor het personeel en de kinderen, alsook over een verzekering tegen lichamelijke ongevallen voor de opgevangen kinderen.

Aangifte van schadegevallen of ongevallen gebeurt aan de verantwoordelijke of haar vervangster/er, binnen de 24u na het gebeuren, zodat deze de verzekeringsinstelling van de gemeentelijke administratie op de hoogte kan brengen.

Bereikbaarheid in noodgevallen

De verantwoordelijke (of haar/hem vervangster/er) is enkel tijdens de openingsuren van het kinderdagverblijf bereikbaar. Indien de verantwoordelijke niet in de kribbe aanwezig is kan de begeleidster/der haar in noodgevallen op haar GSM contacteren. Dit nummer wordt niet rechtstreeks meegedeeld aan de ouders.

Klachtenbehandeling

We nodigen u uit dingen waarover u zich vragen stelt aan te kaarten bij de verantwoordelijke. Samen zullen we uw klacht uitklaren.

Indien deze benadering niet voldoet kan u uw klacht ook schriftelijk formuleren en bezorgen aan de contactpersoon van de inrichtende macht.

We garanderen u dat elke klacht op een efficiënte manier geregistreerd, behandeld en beantwoord wordt, binnen de 3 weken.

Klachten die binnen de 3 weken ontoereikend zouden worden beantwoord door de inrichtende macht, legt u voor aan de klachtendienst van Kind & Gezin, die contact opneemt met het kinderdagverblijf, om te horen welke stappen reeds werden ondernomen.

Kind en Gezin, Hallepoortlaan 27 te 1060 Brussel

Tel: 02/533 14 14

Mail: klachtendienst@kindengezin.be

Aanmelding en inschrijving

Aanmelding

Iedere ouder kan vanaf 01/02/2015 aanmelden via het Lokaal Loket voor de Brusselse Nederlandstalige kinderopvang:

<http://www.opgroeieninbrussel.be/nl/kinderopvang/babys-en-peuters>

<http://www.opgroeieninbrussel.be/nl/kinderopvang/opnamebeleid>

Ouders die het wensen kunnen door de leidinggevende in het kinderdagverblijf geholpen worden voor de digitale aanmelding, elke tweede woensdag van de maand, tussen 9u30 en 11u30, zonder afspraak.

Buiten deze permanentie dient u een afspraak te maken met de leidinggevende:

Mail: madeliefje@sjtn.brussels

Telefoon : 02/ 217.40.37

Opnamebeleid Het Madeliefje

1) Er is een voorrangsbeleid van tenminste 55% voor kinderen waarvan minstens één ouder het Nederlands voldoende machtig is.

Binnen deze doelgroep worden de volgende voorrangscriteria, in volgorde, vastgesteld:

1. Ouders die wonen in de Gemeente Sint-Joost-ten-Node krijgen voorrang zo lang er plaatsen beschikbaar zijn;
2. Ouders die werken voor de gemeentelijke administratie van Sint-Joost-ten-Node krijgen voorrang zo lang er plaatsen beschikbaar zijn.

In de aanmeldingsfase kan u voor 5 Nederlandstalige kribbes kiezen. Uw rangorde wordt gerespecteerd zo lang er plaats is in Kinderdagverblijf Het Madeliefje.

2) Er is eveneens een decretaal voorrangbeleid van ten minste 20% voor ouders van bijzondere doelgroepen:

- inkomen lager dan 27.000 euro
- pleegkinderen
- kwetsbare gezinnen
- alleenstaanden
- broer /zus gelijktijdig opgevangen in het kinderdagverblijf

Binnen deze doelgroep worden dezelfde voorrangscriteria, in volgorde, vastgesteld:

1. Ouders die wonen in de Gemeente Sint-Joost-ten-Node krijgen voorrang zo lang er plaatsen beschikbaar zijn;
2. Ouders die werken voor de gemeentelijke administratie van Sint-Joost-ten-Node krijgen voorrang zo lang er plaatsen beschikbaar zijn.

3) Kinderdagverblijf Het Madeliefje verleent voorrang tot 35% aan ouders die aan de criteria voor het voorrangbeleid bijzondere doelgroepen beantwoorden en die een band hebben met het Nederlands.

Deze band kan zijn:

- andere kinderen van het gezin volgen reeds Nederlandstalig onderwijs
- de ouder heeft zich ingeschreven voor Nederlandse les
- de ouder heeft reeds een basiskennis van het Nederlands

De band met het Nederlands dient objectief aangetoond te worden.

Binnen deze doelgroep worden dezelfde voorrangscriteria, in volgorde, vastgesteld:

1. Ouders die wonen in de Gemeente Sint-Joost-ten-Node krijgen voorrang zo lang er plaatsen beschikbaar zijn;
2. Ouders die werken voor de gemeentelijke administratie van Sint-Joost-ten-Node krijgen voorrang zo lang er plaatsen beschikbaar zijn.

Kinderen waarvan 1 van de ouders werkzaam is in de kribbe moeten opgenomen worden in een andere gemeentelijke Nederlandstalige kribbe of in een andere afdeling dan waarin die ouder werkzaam is.

Reservatie

Openstaande plaatsen worden 7 maanden voor de start van de opvang schriftelijk toegekend.

We houden voor de toekenning van plaatsen rekening met de wettelijke voorrangsregels van Kind en Gezin en een evenwichtig opnamebeleid:

- de leeftijd van het in te schrijven kind in functie van een evenwichtige verdeling over baby-en peutergroep
- de reden en de hoogdringendheid van inschrijving (mix van economische en sociaal -pedagogische redenen)

Waarborg

Indien de leidinggevende U uitnodigt om de aanmelding om te zetten in een reservatie bedraagt de waarborg minimum €50, maximaal 250€. Deze waarborg kan in schijven of in zijn geheel worden gestort op rekening nummer van het Kinderdagverblijf.

Na de definitieve stopzetting van de opvang en betaling van uw openstaande facturen wordt de waarborg binnen de maand teruggestort.

Definitieve inschrijving

De inschrijving is definitief na ontvangst van de waarborg. De verantwoordelijke bevestigt schriftelijk de ontvangst van uw waarborg en de startdatum van de opvang.

Afzien van een definitieve inschrijving

Ouders dienen een gemotiveerd schrijven te richten aan de verantwoordelijke, minstens 2 maanden voor de geplande start van de opvang. Na ontvangst van dit schrijven wordt de waarborg teruggestort en wordt de definitieve inschrijving geschrapt.

Uitstel van de opvangdatum door ouders

Bij uitstel van de opvangdatum door de ouders, dient u opnieuw een aanmelding in. De toezegging van het kinderdagverblijf kan niet gegarandeerd worden bij uitstel van de opvangdatum.

Intern werkingskader

Principes met betrekking tot het gevoerde pedagogisch beleid

Ons kinderdagverblijf wil een veilig, kindvriendelijk klimaat scheppen dat de

ontwikkeling van de kinderen bevordert en hun optimale kansen biedt om zich te ontplooien.

<http://www.kindengezin.be/nieuws-en-actualiteit/2014/20141119-pedagogische-kwaliteit-in-de-kinderopvang-wat-is-dat.jsp>

Er is een groep voor baby's en jonge peuters (tot ongeveer 18 maanden) en een groep voor jonge peuters en grote peuters (15 maanden tot 30 maanden).

Voor meer informatie over de dagindeling, de slaap- en eetgewoonten, de spelactiviteiten, ... kan U terecht bij de begeleidsters/ders van de kinderen. Ook in de brochures “welkom in de baby- kleine peutergroep” en “welkom in de peutergroep” vindt u meer informatie. Deze brochure ontvangt u bij inschrijving en bij overgang van de ene naar de andere groep.

De leidinggevende stelt de groepen samen. Hij/zij houdt hierbij rekening met de beschikbare plaatsen en de ontwikkelingsfase van het kind. De kinderen gaan niet naar een andere groep zonder dat dit met de begeleidsters/ders van beide teams is besproken. Om de overstap zo vlot mogelijk te laten verlopen maken de kindjes geleidelijk aan kennis met de volgende leefgroep volgens een wenschema dat aan de betrokken ouders wordt uitgelegd, minstens 2 weken voor de overgang.

Als we met minder begeleidsters/ders dan gewoonlijk werken (opleiding, verlof, ziekte) kunnen de kinderen van beide leefgroepen samen opgevangen worden van 7u15 tot 8u15 en van 17u tot 18u05. We doen dit uit overwegingen van veiligheid en respecteren hierbij de regelgeving van Kind en Gezin. We brengen ouders hiervan op de hoogte via een bericht op de deur.

Principes met betrekking tot de samenwerking met ouders en kinderen

Ongeveer een maand voor de start van de opvang voorzien we een intake-gesprek met de verantwoordelijke. De verantwoordelijke licht toe hoe u het **attest inkomenstarief** aanvraagt en helpt u zo nodig. De verantwoordelijke licht het huishoudelijk reglement toe, maakt met U het opvangplan op en verzamelt de gegevens voor de inlichtingenfiche.

Het wengesprek bij de begeleidster is niet betalend. De “inlooperperiode” is betalend. Het attest inkomenstarief start op de eerste dag van de inlooperperiode.

Zie p.5: <http://www.kindengezin.be/img/inkomenstarief-ouders.pdf>

We vragen u bij inschrijving en in de loop van het verblijf alle inlichtingen te geven die nodig zijn om de opvang in de mate van het mogelijke af te stemmen op de noden van uw kind

3 tot 6 maanden na de start van de opvang voert de verantwoordelijke een (tevredenheids)gesprek met de ouders.

Om ons pedagogisch aanbod zo goed mogelijk af te stemmen op ontwikkelingsnoden van uw kind zullen we regelmatig welbevinden en betrokkenheid van uw kind evalueren via het zelfevaluatie-instrument voor de kinderopvang (ZIKO & Memoq) <http://www.kindengezin.be/kinderopvang/sector/werkinstrumenten/ziko/>

U kan met uw dagelijkse vragen over de gezondheid, de ontwikkeling en de activiteiten van uw kind terecht bij de begeleidsters/ders van uw kind. Voor meer specifieke vragen kan u op afspraak terecht bij de verantwoordelijke.

Het Madeliefje beschikt over een team deskundige medewerkers, die beantwoorden aan de diplomavereisten van Kind en Gezin en de verwachtingen van het organiserend bestuur.

Alle medewerkers volgen regelmatig bijscholing.

Principes met betrekking tot de samenwerking met externen

Het Madeliefje is geen eilandje.

Als Nederlandstalig kinderdagverblijf, gesubsidieerd door de Vlaamse Gemeenschap, richten wij ons in de eerste plaats op samenwerking met Nederlandstalige organisaties. We denken hierbij onder meer aan: de brede school, de buitenschoolse opvang (IBO), de (kleuter)scholen, gemeentelijke diensten, diensten van Kind en Gezin, diensten voor opvoedingsondersteuning, het Brussels Onthaalbureau Nieuwkomers, het Huis van het Nederlands, VDAB, de Opvoedingswinkel, Huis van het kind,...

Voeding, verzorging gezondheid, ziekte

Voeding

Moeders die **borstvoeding** wensen te geven aan hun baby kunnen dit in de groep doen tot 9u25.

Als u flesjes met **afgekolfde moedermelk** meebrengt krijgen deze een specifiek label om niet in de microgolfoven te worden opgewarmd. De ouder geeft deze flesjes aan een begeleidsters/der.

Alle **flesvoeding voor baby's** worden meegebracht door de ouders.

De ouder bezorgt de begeleidsters/ders van de babygroep het nodige aantal lege gesteriliseerde en kurkdroge flesjes en de (per fles) gepaste dosis poedermelk mee. De ouder labelt de flesjes.

De begeleidster/der noteert op het wekelijkse opvolgblad voeding 0-6 maanden het aantal flesjes en de samenstelling (bereidingwijze) van de flesjes.

Flesvoeding wordt in de kribbe gegeven door de begeleidsters/ders tussen 9u 30 en 16u45.

Kinderen van meer dan 8 maanden gebruiken het **ontbijt thuis**.

In de gang van de kribbe wordt niets gegeten en gedronken, ook niet door broers of zussen.

Afhankelijk van de aanwezigheid van uw kind in de opvang zijn volgende maaltijden voorzien:

- soep of sap om 10 u
- een warme maaltijd tussen 10u45 en 12u30 (baby's) en om 11u voor alle peuters
- in de namiddag is er een fruit en/of zuivelmaaltijd om 15u voor alle peuters, tussen 14u45 en 16u voor de baby's en kleine peuters
- bij elke maaltijd en zo veel en zo vaak ze het willen krijgen de kinderen mineraalwater te drinken uit een bekertje.

Gezien de “drukte” tijdens de eetmomenten kunnen de begeleiders/ders uw telefonische oproepen op deze momenten niet beantwoorden.

In de kribbe wordt géén avondmaal klaargemaakt.

Het extra fruit dat peuters eten tijdens het vijf- uurtje is bedoeld als een rustmoment.

Het weekmenu hangt ter inzage op het blauwe prikbord aan de deur in elke leefgroep en is afhankelijk van het aanbod van de leverancier van de maaltijden. Het **menu** zal voldoen aan de richtlijnen van Kind en Gezin en van het voedselagentschap (FAVV).

Voor afspraken omtrent **dieet** bij allergie of intolerantie aan bepaalde voedingsmiddelen dient u een medisch voorschrift voor te leggen en een afspraak te maken met de verantwoordelijke. De verantwoordelijke geeft de nodige instructies door aan de begeleiders/ders en de verantwoordelijke van de keuken.

De verantwoordelijke is eindverantwoordelijke voor het respecteren van de instructies omtrent **voedingshygiëne** in de kribbe. De voedselinspectie heeft ten alle tijden toegang tot de keuken en ruimtes voor bewaring van voedingsmiddelen. De door hen gegeven richtlijnen worden nauwgezet opgevolgd. De verslagen van de voedselinspectie worden bewaard door de verantwoordelijke.

Kleding en verzorging

Ieder kind heeft een eigen kastje of kapstokje om persoonlijke kledij veilig op te bergen.

Kleding

Uw kind draagt in de kribbe kledij die is aangepast aan de temperatuur van de ruimte en aan de activiteit van uw kind. Vergeet niet kledij die in de kribbe wordt gedragen te **naamtekenen** (initialen met onuitwisbare stift in het etiketje schrijven). Wij zijn niet

verantwoordelijk voor het verlies van kledij die niet genaamtekend is.

We vragen u voldoende **reservekleding** voor uw kindje te voorzien (3 body's bij baby's; een aantal onderbroekjes en hemdjes bij grote peuters).

In beide groepen is er een buiten-speelruimte. Als we hiervan gebruik maken is reservekleding nodig om de natte kleertjes te kunnen vervangen.

Als de begeleidster/der onvoldoende reservekledij heeft zal ze dit mondeling melden en hangt er een briefje op het kastje of de kapstok van uw kindje. Wij verwachten de volgende opvangdag van u de nodige kledingstukken.

Sieraden

Wij vragen ouders om hun kindje niet met sieraden naar de kribbe te sturen.

Indien ouders eraan houden dat hun kind juwelen draagt dient U te denken aan de veiligheid van uw kind en mogelijke risico's. Voor verlies van oorbellen of stukgaan van kettinkjes, armbandjes,... kan de kribbe niet verantwoordelijk worden gesteld.

Luiers

De kribbe voorziet niet in luiers. U kiest voor herbruikbare of wegwerp-luiers. U zorgt ervoor dat er altijd voldoende luiers in het kinderdagverblijf in voorraad zijn:

Wegwerp-luiers:

Er dienen 's morgens minstens 5 luiers voorradig te zijn.

U kan dagelijks luiers meebrengen of een grote voorraad afgeven aan de begeleidster/der.

Als er minder dan 10 luiers voorradig zijn hangt er een verwittiging op de kapstok/kastje.

Als er slecht 5 luiers voorradig zijn verwittigt de begeleidster/der U en hangt er een rood briefje op het kastje/ kapstok van uw kindje. Wij verwachten van U dat U de volgende opvangdag luiers meebrengt. Doet U dit niet dan betaalt u €1 per stuk voor gebruik van luiers uit onze reserve.

Herbruikbare luiers:

- dagelijks 6 droge goed sluitende katoenen luiers (genaamtekend!) + inleppapier
- 5 goed sluitende plastic broekjes (genaamtekend!)
- een afsluitbare, genaamtekende zak voor de vuile luiers

De begeleidster/der zullen de herbruikbare luiers gebruiken als de ouders AL het materiaal meebrengen.

Ouders nemen 's avonds de zak met vuile luiers mee naar huis en brengen 's morgens een lege zak terug.

Voor kinderen vanaf **1 jaar** vragen we om tijdens de **middagsiësta** een extra inleg te voorzien. Indien de luier ondanks deze voorzorg toch nog lekt dient de ouder één wegwerpluier per dag mee te brengen. De reden is dat we vaker dan voorzien lakens en een dekbedje dienen te verversen.

Verzorging

Handdoeken, washandjes, neutrale zeep, verluierzalf, ... zijn ter beschikking voor de dagelijkse verzorgingsmomenten.

Indien u andere **verzorgingsproducten** wenst voor uw kind, dan brengt u die zelf mee. Schrijf steeds de naam van uw kind op deze producten.

Wij raden elke ouder aan **fysiologisch serum** mee te brengen zodat verkoudheden niet ontaarden in geïnfecteerde neusloop die mogelijks medicatie vereist.

Nagels knippen, tanden poetsen, een badje krijgen,... gebeurt thuis. Dit maakt geen deel uit van ons verzorgingspakket.

Tutje

Indien uw kind tijdens de slaapmomenten een tutje (fopspeen) gebruikt, vragen wij u een fopspeen mee te brengen die in het individuele tuttendoosje van uw kind blijft.

We raden u aan minstens 2 keer per jaar (zomer en wintersluiting) een nieuwe tut te kopen.

De tutjes worden in de kribbe wekelijks ontsmet.

Indien U het gebruik van de tut op slaapmomenten wenst af te schaffen vragen wij U dit in overleg met de begeleidster/der af te bouwen (thuis starten en verder opvolgen in de kribbe).

Vaccinaties

In België is alleen het vaccineren van jonge kinderen tegen poliomyelitis wettelijk verplicht.

Het is echter sterk aanbevolen uw kind te vaccineren volgens het vaccinatieschema van Kind en Gezin als u gebruik maakt van groepsopvang.

Een onvoldoende immuniteit voor difterie, kinkhoest, klem, hersenvliesontsteking door haemophilus influenza B, hersenvliesontsteking of bloedvergiftiging door meningokokken C, mazelen, bof, rodehond en hepatitis B kan immers ernstige verwickelingen voor uw kind tot gevolg hebben. Bovendien lopen andere kinderen en volwassenen het risico besmet te worden.

Geen opvang voor een ziek kind

Tijdens het intake-gesprek bezorgt de verantwoordelijke u een lijst met alternatieve opvangmogelijkheden voor zieke kinderen. Het kinderdagverblijf is een plaats voor gezonde kinderen.

<http://www.kindengezin.be/gezondheid-en-vaccineren/in-de-opvang/te-ziek-voor-de-opvang/>

De verantwoordelijke heeft steeds het laatste woord in de beslissing of uw kind al dan niet in de opvang kan blijven. Bij de beslissing houdt zij /hij rekening met het belang van uw kind, het belang van de andere opgevangen kinderen en de extra werkbelasting die de zorg voor een ziek kind kan meebrengen.

Geef de begeleidster/der altijd informatie over medicatie die u thuis reeds hebt gegeven en het tijdstip waarop u medicatie gaf, zodat zij de ziektesymptomen kan opvolgen.

Het kinderdagverblijf zal weigeren om uw kind op te vangen als uw kind **te ziek** is om aan de **normale activiteiten** in de opvang deel te nemen of uw zieke kind te veel **aandacht** en zorg nodig heeft, zodat de veiligheid en de gezondheid van de andere opgevangen kinderen niet meer kan gegarandeerd worden. Als uw kind één van volgende symptomen heeft wordt de opvang geweigerd:

Koorts

Is geen ziekte, het is een signaal dat om nauwgezette observatie vraagt.

<http://www.kindengezin.be/gezondheid-en-vaccineren/koorts/#In-de-opvang>

Checklist ziekten en symptomen

<http://www.kindengezin.be/img/2012-checklist-ziektes-symptomen.pdf>

Diarree: verandering van stoelgangpatroon met 3 waterige ontlastingen in de laatste 24 uur of bloederige ontlasting .

Braken: 2 of meer keer tijdens de laatste 24 uur, tenzij door een arts werd vastgesteld dat het braken niet veroorzaakt werd door een besmettelijke ziekte en er geen gevaar voor uitdroging bestaat (medisch attest).

Ademhalingsmoeilijkheden

Gierende hoest of ademhalingsnood

Huiduitslag in combinatie met koorts of een verandering in het gedrag. Het kind kan weer naar de opvang komen als een arts bepaald heeft dat het niet om een besmettelijke ziekte gaat.

Mondzweren met kwijlen, tenzij een arts bepaald heeft dat het niet besmettelijk is.

Besmettelijke ziekten waarbij het kind zelf of de andere kinderen een risico lopen. Het kinderdagverblijf zal alle ouders verwittigen wanneer er een besmettelijke ziekte in de opvang is, zodat u weet dat er kans bestaat dat uw kind met een besmetting in aanraking is gekomen. Om de privacy van de betrokken ouders en hun kind te beschermen, zijn deze waarschuwingen steeds anoniem.

Regeling in geval een kind ziek wordt in de opvang

Koorts is geen ziekte, het is een symptoom.

Wij hanteren volgende aanbeveling van Kind en Gezin:

<http://www.kindengezin.be/img/flowchart-koorts-091019.pdf>

Als uw kind in de loop van de dag **ziek** wordt, neemt de begeleidster/der contact op met de verantwoordelijke. Eén van hen belt u op. Samen wordt dan naar een passende oplossing gezocht.

In de meeste gevallen zal het voor uw kind het best zijn dat het zo snel mogelijk wordt afgehaald zodat u een arts kan consulteren.

Wanneer geen enkele persoon die vermeld staat op de infofiche bereikbaar is en medische tussenkomst noodzakelijk is, zal de verantwoordelijke (of haar/zijn vervangster/er) de hulpdiensten oproepen. De kosten verbonden aan deze medische tussenkomsten zijn ten laste van de ouders omdat deze kosten vermeden konden worden in geval van bereikbaarheid.

Zorg ervoor dat de inlichtingenfiche van uw kind altijd volledig is zodat we U kunnen bereiken.

Regeling als je kind een ongeval krijgt tijdens de opvang

Zorg ervoor dat de inlichtingenfiche in het kinderdagverblijf altijd volledig is zodat we U kunnen bereiken!

De verantwoordelijke (in haar/zijn afwezigheid de begeleidster/der) neemt de eerste zorgen op zich en de ziekenwagen wordt gebeld. Uw kind wordt naar het ziekenhuis gebracht. De ouders worden verwittigd zodra we weten naar welk ziekenhuis de ambulance gaat.

De kosten verbonden aan deze medische tussenkomst zijn ten laste van de verzekering van het kinderdagverblijf.

Alle personeelsleden van de kribbe volgen jaarlijks een opleiding basistechnieken voor reanimatie bij jonge kinderen.

Medicatie

Sommige klachten zijn de eerste tekens van een beginnend belangrijk gezondheidsprobleem. Door op eigen initiatief medicatie te geven kan u het stellen van een juiste diagnose door de arts bemoeilijken.

Wanneer uw kind **medicatie** moet nemen, vragen we u om dat zoveel mogelijk **thuis** te doen, 's morgens en 's avonds. Wanneer er toch medicatie moet worden toegediend in de opvang, vragen we een duidelijk **doktersattest** met daarop naam en RIZIV-nummer van de arts + telefoonnummer:

- datum van het voorschrift
- naam van het kind

- naam van het medicament
- dosering van het medicament
- manier van toedienen
- tijdstip van toedienen
- duur van de behandeling

Een voorschrift met ontbrekende gegevens is geen geldig doktersattest en wordt geweigerd.

Als medicatie wordt toegediend in de kribbe zal de begeleider/der dit noteren op een individuele medicatiefiche. Deze medicatiefiche wordt na afloop van de behandeling, samen met het doktersattest bewaard in het gezondheidsdossier van uw kind.

Kind en Gezin wil het gebruik van pufjes zo veel mogelijk stimuleren in plaats van aerosols.

Wanneer uw kind behandeling met een **aerosol** nodig heeft, vragen we om ze bij voorkeur **thuis** toe te dienen. Indien dit onmogelijk is, vragen we dat u de behandelende arts verzoekt om een droge aerosol met voorzetkamer voor te schrijven, omdat dit beter geschikt is voor gebruik in de opvang. Vernevelaars worden immers snel besmet.

Meer info:

<http://www.kindengezin.be/gezondheid-en-vaccineren/in-de-opvang/geneesmiddelen/#Geneesmiddelen-met-voorsc>

Wiegendoodpreventie

In het kinderdagverblijf worden de volgende, door Kind & Gezin aanbevolen maatregelen genomen om wiegendood te helpen voorkomen:

- Een kind wordt steeds op de rug te slapen gelegd. Een andere slaaphouding is enkel mogelijk bij medische indicaties, schriftelijk bevestigd door de behandelende arts.
- Tot de leeftijd van 6 maanden slapen kinderen in een slaapruijnte waar de kinderbegeleiders/ders voldoende toezicht houden.
- In de slaapkamer wordt gestreefd naar een optimale temperatuur. Verwarming, bedekking en kledij worden aangepast.
- Het kindje ligt in bed in een slaapzak.
- De begeleiders/ders houden regelmatig toezicht op de kamer.
- In het kinderdagverblijf wordt niet gerookt.

Zo worden de belangrijkste risico's op wiegendood sterk beperkt. Verder wordt ook extra aandacht besteed aan veilig bedmateriaal, de aanpassingsperiode van het kind in het begin van de opvang en vorming van het personeel.

Meer info:

<https://www.kindengezin.be/kinderopvang/sector-babys-en-peuters/veiligheid-en-gezondheid/veilig-slapen/>

GELDELIJKE BEPALINGEN

Waarborg

Een aanmelding wordt omgezet in een reservatie na ontvangst van de waarborg. De waarborg wordt integraal teruggestort na betaling van de laatste factuur van de opvang. Ouders die afzien van een definitieve opvangplaats dienen een gemotiveerd schrijven te richten aan de verantwoordelijke, minstens 2 maanden voor de geplande start van de opvang. Na ontvangst van dit schrijven wordt de waarborg teruggestort en wordt de definitieve inschrijving geschrapt.

Inkomenstarief

De prijs die u betaalt aan Kinderdagverblijf Het Madeliefje hangt af van uw inkomen. U betaalt vanaf de eerste inloopdag in de kinderopvang.

De brochure inkomenstarief vindt u in bijlage of via onderstaande link
<http://www.kindengezin.be/img/inkomenstarief-ouders.pdf>

Hoeveel betaalt u?

Tussen de €5,15 en €28,59 (vanaf 1 januari 2018)

Zie p.3: inkomenstarief

Het individueel bedrag voor uw kind staat op het inkomensattest voor:

- Een hele dag (meer dan 5 u)
- Minder dan 5u

! Om pedagogische redenen kan u uw kind niet ophalen uit de opvang en later op de dag terugbrengen.

Is een verminderd tarief mogelijk?

Ja, in 4 gevallen

- pleegkind (zie p.4. inkomenstarief)
- uw gezinsinkomen is gedaald met minstens 20%, gedurende 3 opeenvolgende maanden (zie p. 5 en 6. Inkomenstarief)
- Tarief leefloon: (zie p. 6. Inkomenstarief)
- Tarief OCMW: De leidinggevende zal u hierover informeren.

Jaarlijkse herberekening van de bijdrage

Elk jaar wordt op **1 januari** de bijdrage automatisch geïndexeerd. U moet geen nieuwe stappen ondernemen.

Ouders herberekenen hun inkomensattest als er een officiële verandering is in het gezin

- Gezinsuitbreiding
- Echtscheiding
- Overlijden
- Huwelijk
- Samenwonen

Het nieuwe tarief gaat in de eerste dag van de maand volgend op het doorgeven van de wijziging.

Factuur

De factuur voor kinderopvang bevat:

- Het aantal verblijfsdagen van uw kind (in hele of halve dagen)
- Uw individueel tarief
- Een maandelijkse bijdrage in de facturatiekosten (€ 2)
- De sanctionerende vergoedingen

De factuur wordt online verstuurd op het door u opgegeven mailadres.

Indien u geen mail heeft wordt de factuur in het kastje van uw kind gestoken of aan het kapstokje gehangen, onder gesloten omslag, voorzien van de naam van het kind.

Facturatie en betalingsregeling

U ontvangt maandelijks, een gedetailleerde rekening van de voorbije maand. U zorgt ervoor dat uw bijdrage op de rekening van het kinderdagverblijf is gestort, ten laatste de 15de van de maand die volgt op de factuur (vb. factuur juni, te betalen op 15 juli).

Uitzonderlijk kan U het juiste bedrag cash betalen aan de verantwoordelijke.

De verantwoordelijke tekent voor ontvangst op uw deel van de factuur en op het deel dat in het kinderdagverblijf wordt bewaard.

Indien de ouderbijdrage niet op de rekening van de kribbe staat op de 15de krijgt U een schriftelijke verwittiging en een toeslag van **5 €**.

Als U 2 opeenvolgende maanden laattijdige betaalt kan het kinderdagverblijf de opvang beëindigen. U ontvangt een aangetekend schrijven.

Fiscaal attest

Het kinderdagverblijf verbindt zich ertoe U tijdig een correct ingevuld fiscaal attest te bezorgen.

De FOD Financiën verbiedt het vermelden van bijkomende bijdragen (o.a. sanctionerende vergoedingen) op het fiscaal attest.

Opzegmodaliteiten voor de ouders

U kan de opvang beëindigen door dit ten minste twee maanden op voorhand schriftelijk te melden aan de leidinggevende. Wanneer U dit niet doet wordt de waarborg niet terugbetaald.

Enkel bij gerechtvaardigde redenen (gevallen van overmacht) zal van deze regeling worden afgeweken.

Opzegmodaliteiten voor de voorziening

Het kinderdagverblijf kan de opvang eenzijdig beëindigen wanneer U het huishoudelijk reglement of het individuele opvangplan niet naleeft of wanneer U geen gevolg geeft aan de mondelinge en schriftelijke verwittigingen van het kinderdagverblijf.

De opzegging door de inrichtende macht wordt per aangetekende schrijven meegedeeld met vermelding van de reden en de ingangsdatum.

Respijtdagen

Het opvangplan is een overeenkomst waarin wordt bepaald wanneer uw kind naar de opvang zal komen en wanneer niet. U betaalt voor de dagen die u gereserveerd hebt in het

opvangplan en voor eventueel extra afgesproken dagen.

Voor collectieve sluitingsdagen van de opvang betaalt u niet.

<http://www.kindengezin.be/img/inkomenstarief-ouders.pdf>

In Kinderdagverblijf Het Madeliefje kent de inrichtende macht u **24 respijtdagen** voor voltijdse opvang toe. Het aantal respijtdagen neemt gradueel af naar gelang de opvang minder dan voltijds is. Respijtdagen zijn afwezigheden die **niet** betaald worden, op voorwaarde dat u tijdig verwittigt. Uw kind kan ziek zijn of uzelf, u neemt een snipperdag, ...

Als uw kind ziek is geeft u een medisch attest af met begin en einddatum van de ziekte. Deze dagen worden dan niet als respijtdagen aangerekend. Zonder attest worden ze als respijtdagen aanschouwd.

Als de 24 respijtdagen opgebruikt zijn, dan betaald u voor deze ongewettigde afwezigheden de opvangprijs bepaald in het attest inkomenstarief van Kind en Gezin.

Vakantie laten registreren in het opvangplan

In onze kribbe is er voor gekozen om tijdens de zomermaanden 2 weken te sluiten.

De verlofaanvraag wordt tweemaal per jaar schriftelijk doorgegeven. Voor 14/03 wordt verlof aangevraagd voor de periode van 15/03 tot en met 16/09. Voor 14/09 wordt verlof aangevraagd voor de periode van 16/09 tot en met 14/03.

Om de opvang doelmatig te kunnen organiseren vragen we ouders om de correcte data van de gezinsvakantie te laten opnemen in het opvangplan.

De dagen van niet correct geregistreerde gezinsvakanties gaan van de respijtdagen af. Vakantie kan uitzonderlijk en enkel geannuleerd worden bij overmacht. Voor vakantie van langer dan één maand dient er opnieuw een korte inlooperperiode te zijn van minstens 2 halve dagen.

Sanctionerende vergoedingen: €5

Het principe van de sanctionerende vergoedingen heeft alles te maken met het feit dat kinderopvang vraagt om planning, organisatie, samenwerking, inzet van personeel en middelen. We kijken naar het effect op de kinderopvang en voorzien een sanctie telkens U de inzet van personeel en middelen, de organisatie en samenwerking verstoort, OOK als het helemaal niet uw bedoeling was.

*Ziekte van uw kind: **dagelijks** bellen VOOR 8u*

- Wanneer uw kind 's morgens wegens ziekte van uzelf of uw kind niet naar de opvang kan komen, moet U dit ten laatste 's morgens voor 8u telefonisch melden aan de het kinderdagverblijf. Doe U dit laattijdig of niet, dan wordt bovenop de respijtdag een boete van €5 aangerekend.
- Wanneer uw kind de dag erna nog ziek is dient u niet te vergeten dit ten laatste 's morgens voor 8u telefonisch te melden. Doe U dit laattijdig of niet, dan wordt opnieuw een boete van €5 aangerekend, bovenop de respijtdag.

Voor elke afwezigheid van uw kind wegens ziekte brengt u een doktersattest mee. De respijtdagen worden dan niet aangerekend. Om boetes te vermijden dient u de kribbe correct te informeren.

- Indien uw kind in de loop van de dag ziek naar huis gaat, dient U niet te vergeten de volgende ochtend voor 8u te melden hoe lang uw kind afwezig zal zijn. Doet U dit laattijdig of niet, dan wordt voor elke niet tijdig gemelde opvangdag een boete van €5 aangerekend.

Geplande afwezigheid:

- Wanneer uw kind 1 dag niet naar de opvang komt (b.v. omdat U verlof hebt), moet U dit minstens 1 werkdag vooraf melden aan de begeleidster/der (voorbeeld: uw kind komt niet op maandag, u meldt dit op vrijdag). Doet U dit niet, dan wordt bovenop de respijtdag een boete aangerekend van €5.
- Geplande afwezigheden van minstens 2 dagen worden door de ouder doorgegeven aan de begeleidster/der minstens 2 werkdagen voor de eerste geplande afwezigheidsdag
- Geplande afwezigheden van meer dan 3 dagen minstens 1 week op voorhand doorgeven.

Extra dag

- Een extra dag wordt in overleg met de begeleidster/der/leidinggevende geregeld, minstens 1 week op voorhand. De begeleidster/der/leidinggevende zal deze extra dag toekennen indien de ratio kindbegeleidster/der en aantal kinderen voldoet. Als er meer dan 16 kinderen aanwezig zijn weigert ze.

Laattijdig brengen

- Om een optimaal groepsopvang te garanderen, wordt het brengen van kinderen beperkt van 7u15 tot 9u25
- Vanaf 9u30 zijn de begeleidsters/ders volledig beschikbaar voor de kinderen en is er geen ruimte voor oudercontacten in de groepsopvang. Vanaf 9u30 tekent diegene die het kind brengt verplicht op het registratieblad naast de naam van het kind en het uur van aankomst in de groep. Een boete van €5 per begonnen kwartier wordt aangerekend.

Laattijdig ophalen

- Wanneer uw kind na 18 u 05 wordt afgehaald tekent diegene die het kind afhaalt verplicht op het registratieblad naast de naam van het kind en het uur van vertrek uit de groep. Een bijdrage van €5 per begonnen kwartier te laat wordt hiervoor aangerekend.

Voorbeeld: u komt in de kribbe aan om 18u25 in plaats van 18u05, $18\text{ u }05 + 15 = 18\text{ u }20$; 18u25 is het tweede kwartier te laat

Gebruik van pampers uit onze reserve

De kribbe voorziet niet in luiers. U kiest voor herbruikbare of wegwerp-luiers en zorgt dat er voldoende voorraad is voor uw kind.

Indien we pampers uit eigen voorraad moeten aanspreken kosten die u €1 per stuk.

DUIDELIJKE AFSPRAKEN

Individueel opvangplan

De individuele dag- en uurregeling, de begin- en einddatum van de opvang, de randvoorwaarden, worden in een schriftelijke overeenkomst vastgelegd. De

overeenkomst is bindend voor de ouders en voor het kinderdagverblijf. De opvangovereenkomst wordt in twee exemplaren opgesteld. Beide partijen ondertekenen deze overeenkomst en elkeen bewaart een exemplaar. Het opvangplan is de start van het betaalplan “betalen voor gereserveerde dagen”. Het is steeds een overeenkomst voor een bepaalde duur.

Zie pagina 14: <http://www.kindengezin.be/img/inkomenstarief-ouders.pdf>

Noch de ouders, noch de verantwoordelijke kunnen eenzijdig beslissen over een blijvende wijziging van de opvangovereenkomst. Elke wijziging in deze dag- en uurregeling wordt schriftelijk vastgelegd met de ouders en de verantwoordelijke in een nieuwe ondertekende opvangovereenkomst.

Wij probeer zo soepel mogelijk te zijn. Onze leidraad is het welbevinden van uw kind en de andere kindjes in de opvang.

Een minimaal opvangplan bestaat uit 4 halve dagen in de voormiddag of 3 volledige dagen per week. Halve dagen staan we enkel in de voormiddag toe.

Uitzonderlijke afwijkingen van het opvangplan (een extra halve of hele dag) kunnen binnen bepaalde grenzen worden toegestaan door de begeleidster/der. Het toestemmen in een wijziging is afhankelijk van het aantal kinderen en aantal begeleidsters/ders in de groep (zie vergunning).

U bespreekt dit minstens **twee** werkdagen voor de wijziging met de begeleidster/der. De begeleidster/der beantwoordt uw aanvraag minstens één dag op voorhand.

Brengen en ophalen

Aanbellen

Om de veiligheid te garanderen wordt de deur enkel geopend als ouders zich persoonlijk aanmelden via de deurbel. De begeleidster/der van de groep ziet u op het beeldscherm en opent de deur.

Gelieve nooit anderen samen met u binnen te laten, zonder dat ze hebben aangemeld. Voel altijd of de deur bij binnenkomst goed achter u gesloten is.

Kinderwagens

De kinderwagen van uw kind dient 's morgens, voor het verlaten van de kribbe, opgeplooid te worden en opgehangen te worden. Deze ruimte is beperkt omdat we in geval van brandevacuatie de kribbe ongehinderd dienen te verlaten.

Niet dicht geplooide kinderwagens kunnen na verwittiging verwijderd worden.

Omdat het wel vaker gebeurt dat ouders eenzelfde merk kinderwagen hebben raden we u aan de kinderwagen te naamtekenen.

Geef duidelijke instructies aan anderen indien u niet zelf naar de opvang komt. De kindbegeleidster/der kan de groep niet verlaten om u te helpen met plooien van de kinderwagen.

Brengen en halen in de groepsruimte

Tijdens brengen en ophalen van je kind spreekt de begeleidster/der van de groep je aan.

Mocht u de begeleidster/der niet onmiddellijk zien (ze verluist een kindje in de badkamer, legt een kindje te slapen in de slaapkamer) dan vragen we u uw kind niet achter te laten of mee te nemen zonder dat de begeleidster/der op de hoogte is.

Als ouder heb je toegang tot de lokalen waar uw kind verblijft (speel-, slaap-, eetruimte en de badkamer). We vragen u blauwe schoenvertrekjes te gebruiken of je schoenen uit te doen als je deze ruimtes betreedt.

De hekjes die de groepsruimte afsluiten dienen geopend en gesloten te worden door de ouders. Omwille van de veiligheid en omdat volwassenen model staan voor kinderen is het verboden om over de hekjes te stappen

Broers en zusjes wachten achter het hekje aan de ingang van de groep op hun ouder. Zij hebben geen toegang tot de groepsruimte.

Brengmoment

Het brengmoment 's morgens loopt van 7u15 tot 9u25.

Vanaf 9u30 zijn er geen ouders meer in de groep, zodat de begeleidster/der haar aandacht volkomen aan de kinderen in de groep kan besteden.

Uitzondering brengmoment

Indien u later dan 9u25 komt dient u de begeleidster/der de avond voordien te verwittigen. Dit staan we enkel toe om naar een medische consultatie te gaan met uw kindje. U brengt een bewijs van de arts mee om dit aan te tonen.

Haalmomenten

Voor een **halve** dag opvang wordt je kindje tussen 12 u30 en 14 u opgehaald in de babygroep.

In de peutergroep is dit om 12u15 of om 14u25, aangezien de kinderen in groep slapen en we het middagdutje niet wensen te verstoren.

Kindjes die een volledige dag blijven krijgen 2 maaltijden in de kribbe. U kan uw kindje ten vroegste ophalen na 15u30.

De opvang na 16u45 is voorbehouden aan ouders die beiden (laat) werken.

In de peutergroep eten kinderen tussen 17 en 17u15 een stukje fruit. Om gedurende dit moment de rust van de groep te kunnen garanderen dienen ouders te wachten. Vanaf 17u15 kunnen ze hun kindje afhalen.

De laat avondopvang loopt tot 18u05. Om 18u15 sluit de deur van de kribbe.

! Om pedagogische redenen kan u uw kind niet ophalen uit de opvang (bij voorbeeld om naar de dokter te gaan) en later op de dag terugbrengen.

Laattijdig brengen en halen

Het beginuur van de opvang wordt altijd onmiddellijk genoteerd door de begeleidster/der. Het einduur ook. De ouder parafeert **dagelijks** het breng- en ophaaluur.

Deze registratie is de basis voor de facturatie. Een volledige dag bedraagt meer dan 5u, een halve dag minder dan 5u.

Ophalen door derden

Het kinderdagverblijf vertrouwt de kinderen alleen toe aan **volwassenen** die U uitdrukkelijk de toestemming hiertoe verleent. U verwittigt 's morgens de begeleidster/der wanneer derden je kind afhalen. De begeleidster/der noteert de naam van deze persoon in haar logboek. Het kinderdagverblijf heeft het recht de identiteit van deze personen te controleren.

Wijziging in ouderlijk gezag

Treedt in de loop van de opvang een wijziging op in het ouderlijk gezag, het verblijfs- of bezoekrecht, dan dient U dit te melden aan de verantwoordelijke en een bewijs mee te brengen.

De verantwoordelijke zal deze informatie met de nodige discretie doorgeven aan de begeleidster/der.

Inlichtingenfiche

De inlichtingenfiche wordt opgesteld tijdens het intakegesprek.

U kan deze nog thuis vervolledigen en meebrengen naar het wengesprek bij de begeleidster/der.

Op de inlichtingenfiche staan een aantal informatieve gegevens zoals:

- identificatiegegevens kind en ouders
- de bereikbaarheid van de ouders
- gegevens huisarts
- de personen die het kind mogen ophalen
- specifieke aandachtspunten gezondheid

Het is belangrijk dat de inlichtingenfiche up to date blijft. Bij wijzigingen vraagt u een

nieuwe blanco inlichtingenfiche.

Bescherming van de persoonlijke levenssfeer

Onze medewerkers delen geen informatie over jouw kind en zijn/ haar verblijf in ons kinderdagverblijf mee aan derden. Zij respecteren hun beroepsethiek.

Overeenkomstig het besluit van de Vlaamse regering van 23 februari 2001 betreffende de erkennings- en subsidiëringsvoorwaarden kan het kinderdagverblijf bij de inschrijving en tijdens het hele verblijf van uw kind in het kinderdagverblijf **persoonsgegevens opvragen**. Het betreft administratieve gegevens van het kind, de ouders en het gezin, financiële gegevens over de ouders en medische gegevens over het kind. Voor zover relevant voor de opvang kan de verantwoordelijke van het kinderdagverblijf ook sociale gegevens of medische inlichtingen van andere gezinsleden registreren. Zij/hij respecteert hierbij de beroepsethiek.

Overeenkomstig de wet van 08 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer heeft u als ouder **recht op toegang tot de administratieve gegevens** die uw kind, uzelf of uw gezin betreffen en kan u verbetering ervan vragen.

***Instemming
Huishoudelijk reglement
KDV Het Madeliefje***

Ondergetekende.....

Vader/moeder van

Verklaart dat hij/zij het huishoudelijk reglement **versie 2018** heeft ontvangen en de gelegenheid heeft gekregen er vragen over te stellen, voor de ondertekening

Datum:

Handtekening:

Ondergetekende.....

Vader/moeder van

Verklaart dat hij/zij het huishoudelijk reglement **versie 2018** heeft ontvangen en de gelegenheid heeft gekregen er vragen over te stellen, voor de ondertekening

Datum:

Handtekening:

Ontvangen door de verantwoordelijke.....

Datum:

Handtekening:

1 annexe / 1 bijlage
Huishoudelijk reglement 2018.pdf

28.05.2018/A/0007 **Nederlandstalige bibliotheek; deelname in de kosten voor bibliotheekmateriaal verdeeld door de SBB voor gebruik door de Nederlandstalige Gemeentelijke Openbare Bibliotheek.**

De Gemeenteraad,

Gelet op het decreet Lokaal Cultuurbeleid van 6 juli 2012 en op het uitvoeringsbesluit van de Vlaamse regering van 26 oktober 2012 met inbegrip van de latere wijzigingen;
Gelet op de Gemeenteraadsbeslissing van 28 april 2010 aangaande het convenant tussen de Gemeente en de VGC met betrekking tot de aansluiting op het Netwerk Brusselse Openbare Bibliotheken (= BruNO);

Gelet op het Collegebesluit van 19 april 2017 aangaande de allereerste jaarlijkse deelname in de kosten voor bibliotheekmateriaal, verdeeld door de SBB;

Overwegende dat het College het jaarlijks geraamde bedrag van €610,00 voorsteld in het voornoemde besluit en dat dit bedrag effectief overeenkomt met de noden van de Nederlandstalige Gemeentelijke Openbare Bibliotheek Bib Joske;

Gelet dat Bib Joske deel uitmaakt van het BruNO- netwerk en via één lenerskaart toegang verschaft tot alle bibliotheken;

Gelet op het artikels 6(d) en 17 van de voornoemde overeenkomst, waarbij de Gemeente zich ertoe verbindt om BruNO- lidkaarten te gebruiken en dat zij deze aankoopt bij het Streekgericht Bibliotheekbeleid (=SBB), via de Vlaamse Gemeenschapscommissie (= VGC) mits een forfaitair bedrag;

Gelet op de artikels 5(j) en 6(g) van de voornoemde overeenkomst waarbij de VGC en de Gemeente wederzijdse verplichtingen heeft om het BruNO- netwerk kenbaar te maken;

Overwegende dat de bovenlokale versterking en communicatie van het BruNO- netwerk kadert in de ondersteuningsopdracht van het Steunpunt Brusselse Bibliotheken (=SBB) zoals geformuleerd door de Vlaamse Gemeenschapscommissie;

Overwegende dat één van de communicatieacties van het SBB in samenspraak met de lokale bibliothecarissen bestaat in het voorzien van BruNO- promomateriaal van de Brusselse bibliotheken;

Overwegende dat alle kosten voor het ontwerp van het BruNO-promomateriaal gedragen worden door het SBB;

Overwegende dat het SBB via de voornoemde overeenkomst, een forfaitaire bijdrage

vraagt aan de lokale gemeente voor de kosten die gepaard gaan met de productie van het BruNO- promomateriaal;

Overwegende de jaarlijkse kosten, naargelang de behoeften van Bib Joske, als volgt te ramen :

- 200 onthaalfolders à rato van 0,20 EUR per stuk of dus 40 EUR;
 - 1000 doorverwijs folders à rato van 0,15 EUR per folder of dus 150 EUR;
 - 1000 bibliotheekpassen à rato van 0,36 EUR per kaart of dus 360 EUR;
 - 150 draagtassen à rato van 0,40 EUR per eenheid of dus 60 EUR
- = Jaarlijks geraamd totaalbedrag: 610 EUR

Overwegende dat het SBB vraagt dat de Gemeente er zich toe verbindt om jaarlijks een forfaitaire bijdrage, geraamd op 610 EUR te betalen na ontvangst van de schuldvordering;

Overwegende dat er jaarlijks het geraamde bedrag van 610 EUR, voorzien dient te worden worden ten gunsten aan het SBB, een organisatie van de VGC, gevestigd Emile Jacqmainlaan 135 te 1000 Brussel;

Overwegende dat als de gemeente nog steeds aanspraak wil maken op subsidies van de Vlaamse overheid, dat ze dan de afspraken opgenomen in de overeenkomst aangaande het BruNO- Netwerk, conform aan decreet Lokaal Cultuurbeleid, naleeft;

Beslist:

om aangesloten te blijven op het BruNO-Netwerk conform de artikels 5.2°, 9.3°, 20 en 21.2° van het decreet van 6 juli 2012 met betrekking tot het Lokaal Cultuurbeleid;

om de deelname in de kosten voor bibliotheekkaarten, folders, en draagtassen, en ander BruNO-promomateriaal van de Brusselse bibliotheken voor gebruik door Bib Joske, goed te keuren;

om de jaarlijkse kosten te ramen op 610 EUR en om deze in te schrijven via het begrotingsartikel 7671/124-02 van de gewone begrotingen;

4 annexes / 4 bijlagen

Gecoördineerd uitvoeringsbesluit LCB 26 oktober _2012.pdf, Gecoördineerd decreet LCB 6 juli 2012.pdf, Overeenkomst van 28.04.2010 mbt aansluiting op BrUNO.pdf, DC Gemeenteraad addendum.pdf

28.05.2018/A/0008 **ToekomstATELIERdelAvenir; prolongation de la convention.**

Le Conseil Communal,

Vu la convention du 24 décembre 2012 conclue avec l'asbl ToekomstATELIERdelAvenir afin d'offrir des activités gratuites, bénévoles, extra-curriculaires, extrascolaires et éducatives aux enfants à partir de 10 ans;

Considérant que la convention est d'application tant pour l'enseignement francophone que pour l'enseignement néerlandophone et que chaque année la participation au projet est proposée à 25 enfants néerlandophones et 25 enfants francophones;

Considérant que les 2 groupes participent au projet dans leur propre langue;

Considérant que l'endroit le plus approprié pour développer le projet est l'école néerlandophone communale;

Considérant que les activités se déroulent les samedis;

Vu que le projet-pilote a débuté en janvier 2012 jusqu'en juin 2012 et que le projet, après une évaluation positive, a été prolongé jusqu'au 31 juillet 2015;

Vu les avis favorables des départements de l'enseignement francophone et

néerlandophone;

Vu que la convention actuelle se termine le 31 août 2018;

Décide :

de prolonger la convention ci-jointe avec l'asbl ToekomstATELIERdelAvenir pour une nouvelle période de six ans, à compter du 1er septembre 2018 jusqu'au 31 août 2024.

ToekomstATELIERdelAvenir; verlenging van de overeenkomst.

De Gemeenteraad,

Gezien de overeenkomst, afgesloten op 24 december 2012, met de vzw ToekomstATELIERdelAvenir om vrijwillige, extra-curriculaire, buitenschoolse en educatieve activiteiten gratis aan te bieden aan kinderen vanaf 10 jaar;

Overwegende dat deze overeenkomst zowel geldig is voor de scholen van het Franstalig onderwijs als voor het Nederlandstalig onderwijs waarbij per jaar aan 25 Nederlandstalige en 25 Franstalige kinderen voorgesteld wordt in het project mee te stappen;

Overwegende dat de 2 groepen van kinderen in hun eigen taal zullen meedoen aan dit project;

Overwegende dat de beste plaats om dit project te laten doorgaan de Nederlandstalige Basisschool is;

Overwegende dat de activiteiten zullen doorgaan op elke zaterdag;

Gezien er eerst gestart werd met een pilootproject vanaf januari 2012 tot juni 2012 en dat het project verlengd werd tot 31 juli 2015 na een gunstige evaluatie;

Gezien de gunstige adviezen, zowel van het Departement Franstalig Onderwijs als van het Departement Nederlandstalig Onderwijs.

Gezien de huidige conventie eindigt op 31 augustus 2018;

Beslist

de hierbijgevoegde overeenkomst met de vzw ToekomstATELIERdel'Avenir te verlengen voor een nieuwe periode van zes jaar, vanaf 1 september 2018 tot 31 augustus 2024.

3 annexes / 3 bijlagen

ToekomstATELIERdelAvenir Ccl 20150526 NL.pdf, ToekomstATELIERdelAvenir Ccl 20150526 F.pdf, Voorstel partnerovereenkomst SJTN vanaf 2018.pdf

28.05.2018/A/0009 **Service Rénovation Urbaine ; Contrat de Quartier Durable « Axe Louvain » ; Aménagement d'un Local de quartier sis, Rue du Vallon, 17 à 1210 St Josse-ten-Noode ; Convention de mise à disposition d'une zone de stockage entre la SCRL**

H.B.M. et la Commune.

Le Conseil,

Vu la décision du 23 décembre 2013 du Gouvernement de la Région Bruxelles-Capitale approuvant le programme quadriennal du Contrat de Quartier Durable « Axe-Louvain » ;

Vu la modification de programme approuvée par la Région en date du 16 décembre 2015 ;

Vu la décision du Conseil communal du 01 septembre 2014 de contracter un droit d'emphytéose sur le local de quartier décrit plus haut ;

Vu l'approbation de la Tutelle du 04 novembre 2014 relative à la décision du Conseil communal ;

Vu l'acte d'emphytéose du 4 mai 2015 concernant la mise à disposition d'un local de quartier afin d'améliorer la convivialité entre les habitants sur le territoire de la commune, dressé par un Notaire dûment désigné par le Collège communal en sa séance du 11 mars 2014 ;

Considérant que les travaux de ce local de quartier sont à présent terminés ;

Considérant que dans le but de faciliter la gestion des futures activités qui seront organisées dans le local susmentionné il est question de lui associer une zone de stockage située en sous-sol, juste en dessous du local ;

Considérant que la zone de stockage en sous-sol sera directement liée au fonctionnement du local de quartier ;

Considérant qu'afin d'acter la mise à disposition de la zone de stockage en sous-sol, la société immobilière de service public (H.B.M.) nous a transmis un projet de Convention d'occupation ;

Considérant que la version définitive de cette Convention a pour objet la mise à disposition des locaux concernés et les responsabilités des cosignataires ;

Décide :

- d'approuver la Convention de mise à disposition d'une zone de stockage entre la SCRL HBM et la Commune de Saint-Josse dans sa version définitive, tel que proposée en annexe ;
- de charger le Collège des Bourgmestre et Échevins de l'exécution de la décision précitée et de signer la convention annexée ;
- de transmettre celle-ci à la société immobilière de service public « Habitations Bon Marche de Saint-Josse-Ten-Noode » sis rue Amédée Lynen, 21 à 1210 Bruxelles, pour qu'elle agisse de même.

Dienst voor Stadsvernieuwing ; Duurzame Wijkcontract « As Leuven » ; Inrichting van een Buurtlokaal gelegen Kleine Dalstraat 17 te 1210 St Joost-ten-Node ; Overeenkomst van terbeschikkingstelling van een opslagruimte tussen de CVBA G.W. en de Gemeente.

De Raad,

Gelet op de beslissing van 23 december 2013 van de Brusselse

Hoofdstedelijke Regering tot goedkeuring van het vierjarig programma van het Duurzame Wijkcontract « As-Leuven » ;
Gelet op de programmawijziging goedgekeurd door het Gewest op 16 december 2015 ;
Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 01 september 2014 om een erfpachtovereenkomst af te sluiten op het hierboven beschreven buurtlokaal ;
Gelet op de goedkeuring van het Toezicht van 04 november 2014 betreffende de beslissing van de Gemeenteraad ;
Gelet op de akte van erfpacht van 4 mei 2015 betreffende de terbeschikkingstelling van een buurtlokaal teneinde de gezelligheid tussen de inwoners op het grondgebied van de gemeente te verbeteren, opgesteld door een Notaris en naar behoren ondertekend door het Gemeentecollege in zitting van 11 maart 2014 ;
Overwegende dat de werken van dit buurtlokaal nu beëindigd zijn ;
Overwegende dat teneinde het beheer van de toekomstige activiteiten die zullen worden georganiseerd in het bovenvermelde lokaal te vergemakkelijken, er een opslagzone dient bij te worden ingericht gelegen op de kelderverdieping, juist onder het lokaal ;
Overwegende dat de opslagzone op de kelderverdieping rechtstreeks in verband zal worden gebracht met de werking van het buurtlokaal ;
Overwegende dat teneinde akte te nemen van de terbeschikkingstelling van de opslagzone op de kelderverdieping, de openbare vastgoedmaatschappij (GW) ons een ontwerp van Bezettingsovereenkomst heeft doorgezonden ;
Overwegende dat de definitieve versie van deze Overeenkomst betrekking heeft op de terbeschikkingstelling van de betreffende lokalen en de verantwoordelijkheden van de mede-ondertekenaars ;

Beslist :

- om de Overeenkomst van terbeschikkingstelling van een opslagruimte goed te keuren tussen de CVBA GW en de Gemeente Sint-Joost in haar definitieve versie, zoals voorgesteld in de bijlage ;
- om het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de uitvoering van deze beslissing en om de overeenkomst te ondertekenen ;
- om deze door te zenden naar de openbare vastgoedmaatschappij « Goedkope Woningen van Sint-Joost-Ten-Node » gelegen Amédée Lynenstraat, 21 te 1210 Brussel, opdat zij eveneens zou handelen.

7 annexes / 7 bijlagen

2014-11-04 Approbation tutelle.pdf, 2018-04-24 Rapport Conv d'occupation.pdf, 2015-05-04 Acte nota Vallon 17.pdf, 2014-09-01 DC Conseil acquisition droit d'emphytéose.pdf, 2015-05-04 Attestation de bail.pdf, Convention de mise à disposition.pdf, ROI.pdf

28.05.2018/A/0010 **Règlement redevance relatif aux inhumations, concessions, exhumations et droits divers dans le cimetière; reconduction.**

Le Conseil,

Vu l'article 173 de la Constitution;

Vu la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures ses arrêtés d'exécution et modifications subséquentes;

Vu la Nouvelle Loi Communale et notamment l'article 117;

Vu les charges financières générées par le cimetière communal (entretien, aménagements divers, acquisition et placement de caveaux, plaquettes commémoratives, monument pour la pemouse de dispersion des cendres, etc...);

Considérant que la commune doit se doter des moyens financiers nécessaires afin d'assurer sa mission de service public;

Considérant que le service qui est rendu par la commune dont elle assume le financement, justifie le maintien d'une redevance qui en est la contrepartie;

Vu sa délibération du 24 février 2010 fixant le règlement redevance relatif aux inhumations, concessions, exhumations et droits divers dans le cimetière ;

Considérant qu'il convient de reconduire le règlement précité arrivé à échéance;

Décide :

de reconduire le règlement redevance relatif aux inhumations, concessions, exhumations et droits divers dans le cimetière comme suit :

I. DUREE ET ASSIETTE DE LA REDEVANCE

Article 1

Il est établi au profit de la Commune, à partir du 1/6/2018 et pour une période de 5 ans, une redevance sur les inhumations, les concessions, les exhumations, la location de caveaux d'attente, l'ouverture et la fermeture de caveaux, de cellules et le dépôt à la morgue.

Les tarifs imposés sont valables pour tout résidant dans la commune et hors commune.

II.TAUX

Article 2

Les montants des redevances sont fixés comme suit :

1. Prestation du personnel des inhumations

50 euros pour les frais administratifs;

75 euros pour les prestations de l'ordonnateur qui appose les scellés;

7,50 euros pour toute vignette communale;

125 euros de supplément est demandé pour toute inhumation prestée du lundi au vendredi après seize heures ainsi que pour le samedi et le dimanche;

7,50 euros pour les vignettes à apposer sur les demandes de placement ou enlèvement des et/ou des plaques de cellules;

gratuit pour les autorisations d'inhumer et d'incinérer visées à l'article 77 et suivants du Code civil;

Le transport d'un défunt décédé sur le territoire de la commune, par ambulance sur réquisitoire de la police communale, se fait par le concessionnaire communal aux frais de la famille, des héritiers, des ayants-droit ou des pompes funèbres en charge des funérailles;

Les autres frais éventuels, tels que, les frais de désinfection qui sont réclamés à la commune par la morgue, sont à charge des familles ou des ayants-droit;

Lorsque l'inhumation dans le cimetière d'une autre commune entraîne la perception d'une taxe ou d'une redevance au profit de celle-ci, cette taxe ou redevance est

supportée par la famille ou les ayants-droit, en supplément des prix fixés dans le présent règlement.

2. Les concessions

2.1 les concessions de 5 ans

Les concessions de 5 ans sont individuelles et gratuites. Elles sont pratiquées en fosse ordinaire ou en columbarium.

2.2 Les concessions temporaires (15 ans)

Les concessions temporaires en pleine terre et en columbarium sont fixées à 600 euros
Une garantie de 400 euros est perçue (la carte d'identité ou une copie de la carte du demandeur, ainsi que le numéro du compte bancaire du demandeur sera demandé pour le remboursement de la garantie);

Les concessions temporaires ne valent que pour un corps. Elles sont non renouvelables et ne peuvent être accordées anticipativement;

Le prix de la concession est divisé en deux pour un enfant de moins de 7 ans (soient 300 euros).

2.3 Les concessions longue durée (50 ans)

Les concessions longue durée sont renouvelables moyennant tarif :

En PleineTerre

1 corps : 2250 euros

2 corps : 2500 euros

3 corps : 2750 euros

ou 2 urnes cinéraires à la place d'un corps : 150 euros;

une garantie de 400 euros est perçue.

En Caveau

1 corps (3,876 mètres carrés) : 2500 euros

2 corps (3,825 mètres carrés) : 2750 euros

3 corps (3,825 mètres carrés) : 3000 euros

La construction du caveau n'est pas comprise dans le prix de la concession et est à charge du demandeur, avec l'entrepreneur de son choix. La maçonnerie est toutefois imposée.

Une garantie de 400 euros est perçue.

Cellule en galerie funéraire (crypte)

niveau 2 à 4 : 2000 euros;

niveau 1,5 et 6 : 1500 euros.

Deux urnes cinéraires à la place d'un corps : 150 euros.

Une garantie de 400 euros est perçue.

Columbarium : individuel : 2000 euros.

Une concession de longue durée n'est pas renouvelable.

Le prix de la concession est divisée en deux pour un enfant de moins de 7 ans.

3. Les exhumations

Les exhumations en pleine terre fixées à 400 euros;

Les exhumations en columbarium sont fixées à 90 euros;

Sont exonérées de la redevance, les exhumations :

-ordonnées par l'autorité judiciaire;

-résultant de la désaffectation du cimetière. L'emplacement concédé peut être repris si l'intérêt public ou les nécessités l'exigent. Dans ce cas, un nouvel emplacement de même superficie est assigné au concessionnaire, sans indemnité. L'exhumation, le transport et la réinhumation de corps, de même que le transfert des monuments sont à charge de la commune;

- des restes des victimes de la guerre, morts pour la patrie.

4. Ouverture et fermeture de caveaux ou cellules

Toute ouverture ou fermeture de caveaux ou cellules, donne lieu au paiement d'une redevance de 300 euros.

5. Location de caveaux d'attente

Le séjour des corps dans les caveaux d'attente est soumis à une redevance de 75 euros par mois renouvelable jusqu'à 6 mois maximum, tout mois commencé étant dû en entier; dans les cryptes pour un jour.

6. Frais de dépôt de la morgue

Pour tout décès hors CHU Saint-Pierre, des frais de dépôt à la morgue sont demandés à concurrence de 80 euros pour 4 jours. Une redevance de 30 euros est demandée par jour supplémentaire. Pour les corps en état de décomposition, un forfait est dû à la morgue d'Evere annuellement (200 euros).

III. REDEVABLE

Article 3

La redevance est due à la personne physique ou morale qui sollicite, de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode, le service tarifé.

IV. RECOUVREMENT

Article 4

Les sommes réclamées conformément au présent règlement sont payables, contre quittance, entre les mains du Receveur communal ou de son délégué.

A défaut de règlement à l'amiable; les règles de droit communs ont applicables.

V. LES GARANTIES

Article 5

La garantie perçue au moment de l'acquisition d'une concession n'est pas productive d'intérêts et est remboursée si, dans un délai d'un an, un monument conforme aux prescriptions et établi sur la concession accordée.

VI. RECOURS

Article 6

Toute contestation relative au présent règlement est portée devant les tribunaux de

VII. MISE EN APPLICATION

Article 7

Le présent règlement sera d'application le cinquième jour qui suit le jour de sa publication.

Après discussion, cette délibération est adoptée à l'unanimité.

Article 8

Le présent règlement abroge toutes les dispositions antérieures en la matière et est susceptible à modifications ultérieures pendant toute la durée de sa validité.

Reïtributie-reglement betreffende de teraardebestellingen, de concessies, de opgravingen en diverse rechten op het begraafplaats.; vernieuwing.

De Raad,

Gelet op artikel 173 van de Grondwet ;

Gelet op de wet van 20 juli 1971 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging, haar uitvoeringsbesluiten en daaropvolgende wijzigingen ;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet en inzonderheid artikel 117 ;

Gelet op de financiële lasten veroorzaakt door het gemeentelijk kerkhof (onderhoud, diverse inrichtingen, aankoop en plaatsing van grafkelders, herdenkingsplaten, monument voor het grasperk van uitstrooiing van de assen enz.) ;

Overwegende dat de gemeente zich dient te voorzien van de nodige financiële middelen teneinde haar taken van openbare dienstverlening te verzekeren ;

Overwegende dat de dienst die wordt verleend door de gemeente waarvan zij de financiering op zich neemt, de handhaving verantwoordt van een reïtributie die hiervan de compensatie is ;

Gelet op zijn beraadslaging van 24 februari 2010 tot vaststelling van het reïtributiereglement betreffende teraardebestellingen, concessies, opgravingen en diverse rechten op het kerkhof ;

Overwegende dat het voornoemde reglement dat zijn vervaldag bereikt, dient te worden vernieuwd ;

Beslist :

reïtributiereglement betreffende de teraardebestellingen, concessies, opgravingen en diverse rechten op het kerkhof als volgt te vernieuwen :

I. DUUR EN BASIS VAN DE BELASTING

Artikel 1

Er wordt vastgesteld ten gunste van de Gemeente, vanaf 1/6/2018 en voor een periode van 5 jaar, een belasting op teraardebestellingen, concessies, opgravingen, huur van wachtgrafkelders, opening en sluiting van grafkelders, van cellen en opbaring.

De opgelegde tarieven zijn geldig voor iedere inwoner van de gemeente of buiten gemeente.

II. TARIEVEN

Artikel 2

De bedragen van de belastingen worden vastgesteld als volgt :

1. Prestatie van het personeel van de teraardebestellingen

50 euro voor de administratieve kosten ;

75 euro voor de prestaties van de rekenplichtige die de zegels aanbrengt ;

7,50 euro voor ieder gemeentelijk belastingszegel ;

125 euro supplement wordt gevraagd voor iedere teraardebestelling gepresteerd van maandag tot vrijdag na zestien uur alsook op zaterdag en zondag ;

7,50 euro voor de zegels aan te brengen op de aanvragen tot plaatsing of verwijdering van de grafcellen en/of platen van grafcellen ;

gratis voor de toelatingen om te begraven en te verbranden bedoeld in artikel 77 en volgende van het Burgerlijk Wetboek ;

Het transport van een overledene gestorven op het grondgebied van de gemeente, per ziekenwagen op eis van de gemeentelijke politie, wordt uitgevoerd door de gemeentelijke concessiehouder op kosten van de familie, de erfgenamen, de rechthebbenden of de begrafenisonderneming belast met de teraardebestelling ;

Andere eventuele kosten zoals kosten voor desinfectie die aan de gemeente worden geëist door het mortuarium, zijn ten laste van de families of de rechthebbenden ;

Wanneer de teraardebestelling op het kerkhof van een andere gemeente de inning met zich meebrengt van een taks of een belasting ten gunste van deze laatste, dan wordt deze taks of belasting gedragen door de familie of de rechthebbenden, bovenop de prijzen vastgesteld in dit reglement.

2. Concessies

2.1 concessies van 5 jaar

De concessies van 5 jaar zijn individueel en gratis. Ze worden toegepast in gewone grond of in columbarium.

2.2 tijdelijke concessies (15 jaar)

Tijdelijke concessies in volle grond en in columbarium worden vastgesteld op 600 euro.

Er wordt een waarborg van 400 euro geïnd (de identiteitskaart of een kopie van de kaart van de aanvrager, alsook het bankrekeningnummer van de aanvrager zal worden gevraagd voor de terugbetaling van de waarborg) ;

De tijdelijke concessies zijn slechts geldig voor één lichaam. Ze zijn hernieuwbaar en kunnen niet vooraf worden toegekend ;

De prijs van de concessie wordt gedeeld door twee voor een kind jonger dan 7 jaar (hetzij 300 euro).

2.3 langdurige concessies (50 jaar)

Langdurige concessies zijn hernieuwbaar tegen tarief :

In volle grond

1 lichaam : 2250 euro

2 lichamen : 2500 euro

3 lichamen : 2750 euro

of 2 asurnen in de plaats van een lichaam : 150 euro ;

een waarborg van 400 euro wordt geïnd.

In grafkelder

- 1 lichaam (3,876 vierkante meter): 2500 euro
- 2 lichamen (3,825 vierkante meter) : 2750 euro
- 3 lichamen (3,825 vierkante meter) : 3000 euro

De bouw van de grafkelder is niet inbegrepen in de prijs van de concessie en is ten laste van de aanvrager, met de aannemer van zijn keuze. Het metselwerk wordt echter opgelegd.

Een waarborg van 400 euro wordt geïnd.

Cel in graf galerij (crypte)

- niveau 2 tot 4 : 2000 euro ;
- niveau 1, 5 en 6 : 1500 euro.

Twee asurnen in de plaats van een lichaam : 150 euro.

Een waarborg van 400 euro wordt geïnd.

Columbarium : individueel : 2000 euro.

Een langdurige concessie is niet hernieuwbaar.

De prijs van de concessie wordt gedeeld door twee voor een kind jonger dan 7 jaar.

3. Opgravingen

Opgravingen in volle grond vastgesteld op 400 euro ;

Opgravingen in columbarium vastgesteld op 90 euro ;

Zijn vrijgesteld van de belasting, opgravingen :

- opgelegd door de gerechtelijke overheid ;
- voortvloeiend uit de bestemmingsonttrekking van het kerkhof. De toegewezen plaats kan worden teruggenomen indien het openbaar belang of noodzaak dit vereisen. In dat geval wordt een nieuwe plaats van dezelfde oppervlakte toegewezen aan de concessiehouder, zonder schadevergoeding. De opgraving, het transport en de herbegraving van lichamen, alsook de overbrenging van monumenten zijn ten laste van de gemeente ;
- resten van oorlogsslachtoffers, gestorven voor het vaderland.

4. Opening en sluiting van grafkelders of cellen

Iedere opening of sluiting van grafkelders of cellen geeft aanleiding tot de betaling van een belasting van 300 euro.

5. Huur van wachtgrafkelders

Het verblijf van lichamen in grafkelders is onderworpen aan een belasting van 75 euro per maand tot maximum 6 maanden hernieuwbaar, waarbij iedere begonnen maand volledig verschuldigd is ; in de crypten voor een dag.

6. Opbaringskosten mortuarium

Voor alle overlijdens buiten het UZ Sint-Pieter worden opbaringskosten in het mortuarium gevraagd ten belope van 80 euro voor 4 dagen. Een belasting van 30 euro wordt gevraagd per bijkomende dag. Voor lichamen in staat van ontbinding is een jaarlijks forfait verschuldigd aan het mortuarium van Evere (200 euro).

III. BELASTINGPLICHTIGE

Artikel 3

De belasting is verschuldigd aan de natuurlijke of rechtspersoon die aan de Gemeente Sint-Joost-ten-Node de getarifeerde dienstverlening vraagt.

IV. INNING

Artikel 4

De geëiste sommen overeenkomstig dit reglement zijn betaalbaar tegen kwitantie aan de Gemeenteontvanger of zijn gevolmachtigde.

Bij gebreke van regeling in der minne ; zijn de regels van het gemene recht van toepassing.

V. WAARBORGEN

Artikel 5

De waarborg ontvangen op het moment van de aankoop van een concessie is niet-rentedragend en wordt terugbetaald indien, binnen een termijn van een jaar, een monument overeenkomstig met de voorschriften wordt geplaatst op de toegekende concessie.

VI. BEROEP

Artikel 6

Iedere betwisting met betrekking tot dit reglement wordt voor de rechtbanken gebracht van Brussel-Hoofdstad.

VII. TOEPASSING

Artikel 7

Dit reglement zal worden toegepast vanaf de vijfde dag na de dag van de bekendmaking.

Na bespreking werd deze beraadslaging eenstemmig goedgekeurd.

Artikel 8

Dit reglement heft alle voorgaande bepalingen terzake op en tijdens de gehele

geldigheidsduur kunnen latere wijzigingen worden aangebracht.

1 annexe / 1 bijlage

2010.02.24 - Règlem. redev. inhumations FR + NL.pdf

28.05.2018/A/0011 **Marché de remplacement et/ou de mise en conformité des ascenseurs du patrimoine locatif; approbation des conditions et du mode de passation.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative, et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier des charges N° 2017/3377 relatif au marché "Marché de travaux de remplacement et/ou mise en conformité des ascenseurs du patrimoine locatif" établi par le Département Propriétés Communales - Service Maintenance ;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

* Lot 1 (Remplacement et mise en conformité de l'ascenseur de l'immeuble sis 51, rue Braemt), estimé à 88.086,00 € (6% TVA comprise) ;

* Lot 2 (Remplacement et mise en conformité de l'ascenseur de l'immeuble sis 18, rue de l'Alliance), estimé à 98.580,00 € (6% TVA comprise) ;

* Lot 3 (Remplacement et mise en conformité de l'ascenseur de l'immeuble sis 16, rue de la Charité), estimé à 88.086,00 € (6% TVA comprise) ;

* Lot 4 (Remplacement et mise en conformité de l'ascenseur de l'immeuble sis 105, rue des Deux Eglises), estimé à 115.540,00 € (6% TVA comprise) ;

* Lot 5 (Remplacement et mise en conformité de l'ascenseur de l'immeuble sis 109, rue des Deux Eglises), estimé à 110.240,00 € (6% TVA comprise) ;

* Lot 6 (Remplacement et mise en conformité de l'ascenseur de l'immeuble sis 133, rue des Deux églises), estimé à 124.020,00 € (6% TVA comprise) ;

* Lot 7 (Remplacement et mise en conformité de l'ascenseur de l'immeuble sis 1, rue de la Pacification), estimé à 124.020,00 € (6% TVA comprise) ;

* Lot 8 (Remplacement et mise en conformité de l'ascenseur de l'immeuble sis 2, rue de la Poste), estimé à 99.375,00 € (6% TVA comprise) ;

* Lot 9 (Remplacement et mise en conformité de l'ascenseur de l'immeuble sis 57, rue Saint-François), estimé à 108.544,00 € (6% TVA comprise) ;

* Lot 10 (Mise en conformité de l'ascenseur de l'immeuble sis 1, rue Joseph Dekeyn),

estimé à 23.956,00 € (6% TVA comprise) ;

* Lot 11 (Mise en conformité de l'ascenseur de l'immeuble sis 4-6, rue Saint-François), estimé à 23.956,00 € (6% TVA comprise) ;

* Lot 12 (Mise en conformité de l'ascenseur de l'immeuble sis 34-36, rue Saint-François), estimé à 23.956,00 € (6% TVA comprise) ;

* Lot 13 (Mise en conformité de l'ascenseur de l'immeuble sis 12, rue de l'Union), estimé à 23.956,00 € (6% TVA comprise) ;

Considérant que le montant global hors révisions estimé de ce marché s'élève à 1.052.315,00 € (6% TVA comprise) ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2018, article 9220-724-60 ;

Considérant que, sous réserve d'approbation du budget, le crédit sera augmenté lors de la prochaine modification budgétaire ;

Considérant que, faisant référence à l'article 38 de l'AR du 14 janvier 2013 sur les clauses de réexamen du marché, il apparaît opportun de prévoir un montant de réserve de 15% de révision pour les travaux imprévus, les circonstances imprévisibles et autres cas prévus par la loi ;

Considérant que le présent marché étant un marché à lots, il est nécessaire de prévoir ce montant de réserve pour chaque lot ;

Considérant que le montant estimé de cette réserve se répartit comme suit :

* Lot 1 (Remplacement et mise en conformité de l'ascenseur de l'immeuble sis 51, rue Braemt), estimé à 88.086,00 € (6% TVA comprise) => 13.212,09 €

* Lot 2 (Remplacement et mise en conformité de l'ascenseur de l'immeuble sis 18, rue de l'Alliance), estimé à 98.580,00 € (6% TVA comprise) => 14.787,00 €

* Lot 3 (Remplacement et mise en conformité de l'ascenseur de l'immeuble sis 16, rue de la Charité), estimé à 88.086,00 € (6% TVA comprise) => 13.212,09 €

* Lot 4 (Remplacement et mise en conformité de l'ascenseur de l'immeuble sis 105, rue des Deux Eglises), estimé à 115.540,00 € (6% TVA comprise) => 17.331,00 €

* Lot 5 (Remplacement et mise en conformité de l'ascenseur de l'immeuble sis 109, rue des Deux Eglises), estimé à 110.240,00 € (6% TVA comprise) => 16.536,00 €

* Lot 6 (Remplacement et mise en conformité de l'ascenseur de l'immeuble sis 133, rue des Deux Eglises), estimé à 124.020,00 € (6% TVA comprise) => 18.603,00 €

* Lot 7 (Remplacement et mise en conformité de l'ascenseur de l'immeuble sis 1, rue de la Pacification), estimé à 124.020,00 € (6% TVA comprise) => 18.603,00 €

* Lot 8 (Remplacement et mise en conformité de l'ascenseur de l'immeuble sis 2, rue de la Poste), estimé à 99.375,00 € (6% TVA comprise) => 14.906,25 €

* Lot 9 (Remplacement et mise en conformité de l'ascenseur de l'immeuble sis 57, rue Saint-François), estimé à 108.544,00 € (6% TVA comprise) => 16.281,60 €

* Lot 10 (Mise en conformité de l'ascenseur de l'immeuble sis 1, rue Joseph Dekeyn), estimé à 23.956,00 € (6% TVA comprise) => 3.593,40 €

* Lot 11 (Mise en conformité de l'ascenseur de l'immeuble sis 4-6, rue Saint-François), estimé à 23.956,00 € (6% TVA comprise) => 3.593,40 €

* Lot 12 (Mise en conformité de l'ascenseur de l'immeuble sis 34-36, rue Saint-François), estimé à 23.956,00 € (6% TVA comprise) => 3.593,40 €

* Lot 13 (Mise en conformité de l'ascenseur de l'immeuble sis 12, rue de l'Union), estimé à 23.956,00 € (6% TVA comprise) => 3.593,40 € ;

Considérant que l'estimation totale des révisions du marché est de 157.847,25 € (6% TVA comprise) ;

Considérant que le montant global du marché, révisions comprises, est estimé à 1.210.162,25 € (6% TVA comprise) ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2018, article 9220-724-60 ;

Considérant que ce crédit sera financé par emprunt ;

Décide

- d'approuver le cahier des charges N° 2017/3377 et le montant estimé du marché "Marché de travaux de remplacement et/ou mise en conformité des ascenseurs du patrimoine locatif", établis par le Département Propriétés Communales - Service Maintenance. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 1.210.162,25 € (6% TVA comprise).
- de passer le marché par la procédure ouverte.
- de compléter et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.
- de transmettre cette délibération en double exemplaire à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.
- de financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2018, article 9220-724-60.
- ce crédit fera l'objet d'une prochaine modification budgétaire.

Opdracht voor de vervanging en/of aanpassing van de liften van de huurpatrimonium; goedkeuring van de voorwaarden en van de wijze van verkrijging.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998, houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het Regeringsbesluit van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 16 juli 1998, betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht en zijn wijzigingen;

Overwegende dat in het kader van de opdracht "Opdracht van werken voor vervanging

en/of aanpassing van de liften van het huurpatrimonium” een bestek met nr. 2017/3377 werd opgesteld door het Departement Gemeentelijke Eigendommen - Dienst Onderhoud;

Overwegende dat de aanpassing van de liften een wettelijke verplichting is en deze een dringend karakter heeft;

Overwegende dat voor de oudste liften de vervanging verplicht is geworden wegens hun economische veroudering;

Overwegende dat deze opdracht is opgedeeld in volgende percelen:

* Perceel 1 (Vervanging en aanpassing van de lift van het gebouw gelegen Braemtstraat 51), raming: 88.086,00 € (6% BTW inclusief);

* Perceel 2 (Vervanging en aanpassing van de lift van het gebouw gelegen Verbondsstraat 18), raming: 98.580,00 € (6% BTW inclusief);

* Perceel 3 (Vervanging en aanpassing van de lift van het gebouw gelegen Liefdadigheidsstraat 16), raming: 88.086,00 € (6% BTW inclusief);

* Perceel 4 (Vervanging en aanpassing van de lift van het gebouw gelegen Twee Kerkenstraat 105), raming: 115.540,00 € (6% BTW inclusief);

* Perceel 5 (Vervanging en aanpassing van de lift van het gebouw gelegen Twee Kerkenstraat 109), raming: 110.240,00 € (6% BTW inclusief);

* Perceel 6 (Vervanging en aanpassing van de lift van het gebouw gelegen Twee Kerkenstraat 133), raming: 124.020,00 € (6% BTW inclusief);

* Perceel 7 (Vervanging en aanpassing van de lift van het gebouw gelegen Pacificatiestraat 1), raming: 124.020,00 € (6% BTW inclusief);

* Perceel 8 (Vervanging en aanpassing van de lift van het gebouw gelegen Poststraat 2), raming: 99.375,00 € (6% BTW inclusief);

* Perceel 9 (Vervanging en aanpassing van de lift van het gebouw gelegen Sint-Franciscusstraat 57), raming: 108.544,00 € (6% BTW inclusief);

* Perceel 10 (Aanpassing van de lift voor het gebouw gelegen Joseph Dekeynstraat 1), raming: 23.956,00 € (6% BTW inclusief);

* Perceel 11 (Aanpassing van de lift voor het gebouw gelegen Sint-Franciscusstraat 4-6), raming: 23.956,00 € (6% BTW inclusief);

* Perceel 12 (Aanpassing van de lift voor het gebouw gelegen Sint-Franciscustraat 34-36), raming: 23.956,00 € (6% BTW inclusief);

* Perceel 13 (Aanpassing van de lift voor het gebouw gelegen Uniestraat 12), raming: 23.956,00 € (6% BTW inclusief);

Overwegende dat de totale uitgave uitgezonderd herzieningen voor deze opdracht wordt geraamd op 1.062.173,00 € (6% BTW inclusief);

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de openbare procedure;

Overwegende dat, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting, het krediet zal worden verhoogd bij de volgende begrotingswijziging;

Overwegende dat, verwijzend naar artikel 38 van het KB van 14 januari 2013 op de clausules van heronderzoek van de opdracht, het aangewezen lijkt om een reservebedrag te voorzien van 15% ter herziening voor onvoorziene werken, onvoorziene omstandigheden en andere gevallen bepaald door de wet;

Overwegende dat aangezien deze opdracht een opdracht is met percelen, het nodig is om dit reservebedrag te voorzien voor ieder perceel;

Overwegende dat het geraamde bedrag van deze reserve als volgt wordt verdeeld :

* Perceel 1 (Vervanging en aanpassing van de lift van het gebouw gelegen Braemtstraat 51), raming: 88.086,00 € (6% BTW inclusief) => 13.212,09 €

* Perceel 2 (Vervanging en aanpassing van de lift van het gebouw gelegen Verbondsstraat 18), raming: 98.580,00 € (6% BTW inclusief)) => 14.787,00 €

- * Perceel 3 (Vervanging en aanpassing van de lift van het gebouw gelegen Liefdadigheidsstraat 16), raming: 88.086,00 € (6% BTW inclusief) => 13.212,09 €
- * Perceel 4 (Vervanging en aanpassing van de lift van het gebouw gelegen Twee Kerkenstraat 105), raming: 115.540,00 € (6% BTW inclusief) => 17.331,00 €
- * Perceel 5 (Vervanging en aanpassing van de lift van het gebouw gelegen Twee Kerkenstraat 109), raming: 110.240,00 € (6% BTW inclusief) => 16.536,00 €
- * Perceel 6 (Vervanging en aanpassing van de lift van het gebouw gelegen Twee Kerkenstraat 133), raming: 124.020,00 € (6% BTW inclusief) => 18.603,00 €
- * Perceel 7 (Vervanging en aanpassing van de lift van het gebouw gelegen Pacificatiestraat 1), raming: 124.020,00 € (6% BTW inclusief) => 18.603,00 €
- * Perceel 8 (Vervanging en aanpassing van de lift van het gebouw gelegen Poststraat 2), raming: 99.375,00 € (6% BTW inclusief) => 14.906,25 €
- * Perceel 9 (Vervanging en aanpassing van de lift van het gebouw gelegen Sint-Franciscusstraat 57), raming: 108.544,00 € (6% BTW inclusief) => 16.281,60 €
- * Perceel 10 (Aanpassing van de lift voor het gebouw gelegen Joseph Dekeynstraat 1), raming: 23.956,00 € (6% BTW inclusief) => 3.593,40 €
- * Perceel 11 (Aanpassing van de lift voor het gebouw gelegen Sint-Franciscusstraat 4-6), raming: 23.956,00 € (6% BTW inclusief) => 3.593,40 €
- * Perceel 12 (Aanpassing van de lift voor het gebouw gelegen Sint-Franciscustraat 34-36), raming: 23.956,00 € (6% BTW inclusief) => 3.593,40 €
- * Perceel 13 (Aanpassing van de lift voor het gebouw gelegen Uniestraat 12), raming: 23.956,00 € (6% BTW inclusief) => 3.593,40 €

Overwegende dat de totale raming van de herzieningen van de opdracht 157.847,25 € bedraagt (6% BTW inclusief);

Overwegende dat de totale uitgave inclusief herzieningen voor deze opdracht wordt geraamd op 1.210.162,25 € (6% BTW inclusief);

Overwegende dat het krediet dat deze uitgave mogelijk maakt, wordt ingeschreven op de buitengewone begroting van dienstjaar 2018, artikel 9220-724-60;

Overwegende dat dit krediet zal worden gefinancierd door een lening;

Beslist :

- goedkeuring te verlenen aan het bestek met nr. 2017/3377 en de raming voor de opdracht “Opdracht van werken voor vervanging en/of aanpassing van de liften van het huurpatrimonium”, opgesteld door de Departement Gemeentelijke Eigendommen - Dienst Onderhoud. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 1.210.162,25 € (6% BTW inclusief).
- om bovengenoemde opdracht te gunnen bij wijze van de openbare procedure.
- de aankondiging van de opdracht in te vullen en bekend te maken op nationaal niveau.
- deze beraadslaging in tweevoud met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.
- de uitgave voor deze opdracht te financieren door het krediet ingeschreven in de buitengewone begroting van 2018, op artikel 9220-724-60.
- dit krediet zal verhoogd worden bij de volgende begrotingswijziging.

17 annexes / 17 bijlagen

Métre estimatif - Lot 13 - Union 12.pdf, Métre estimatif - Lot 10 - Dekeyn.pdf, Métre estimatif - Lot 1 - Braemt 51.pdf, Métre estimatif - Lot 11 - Saint-François 4-6.pdf, 2018_02_16_CSCH - Modele 3P - FR.pdf, Métre estimatif - Lot 12 - Saint-François 34-36.pdf, CSC Technique - FR.pdf, Métre estimatif - Lot 2 - Alliance 18-20.pdf, Métre estimatif - Lot 6 - Deux Eglises 133.pdf, Métre estimatif - Lot 8 - Poste 2.pdf, Métre estimatif - Lot 3 - Charité 16.pdf, Métre estimatif - Lot 7 - Pacification 1.pdf, Métre estimatif - Lot 5 - Deux Eglises 109.pdf, 2018_04_24_Bestek - Model 3P - NL.pdf, Métre estimatif - Lot 4 - Deux Eglises 105.pdf, CSC Technique - NL.pdf, Métre estimatif - Lot 9 - Saint-François 57.pdf

28.05.2018/A/0012 **Information des décisions relatives aux articles 234 alinéa 3, 236 de la Nouvelle Loi Communale.**

Mesdames, Messieurs,

En application de l'article 234, alinéa 3 et 236 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins a passé des marchés de travaux, fournitures et service par procédure négociée sans publicité, conformément à l'article 26, § 1, 1^oa de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics.

Le Conseil est convié à prendre connaissance des décisions en annexe.

Kennisgeving van de beslissingen betreffende artikelen 234 lid 3 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet.

Mevrouw, Mijnheer,

In toepassing van artikel 234, alinea 3 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet, heeft het College van Burgemeester en Schepenen overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten gegund bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, zoals voorzien in artikel 26, § 1, 1^oa van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten.

De Gemeenteraad wordt verzocht kennis te nemen van de in bijlage gevoegde beslissingen.

16 annexes / 16 bijlagen

B-20180508-75.pdf, B-20180424-52.pdf, B-20180508-26.pdf, B-20180417-35.pdf, B-20180424-13.pdf, B-20180508-32.pdf, INFO CONSEIL - Collège du 08.05.2018.pdf, B-20180508-27.pdf, Info Conseil - Collège 17.04.2018.pdf, B-20180424-28.pdf, B-20180424-29.pdf, B-20180424-30.pdf, B-20180417-59.pdf, B-20180417-5.pdf, Info

28.05.2018/A/0013 **Campagne "All Genders Welcome "; convention de partenariat pour 2018.**

Le Conseil Communal,

Vu que le Service Egalité des Chances du DeSLI a pour objectif de lutter contre toutes les discriminations, et de sensibiliser à la thématique des LGBTQI+ (Lesbienne, Gay, Bi, Transgenre, Queer, +) ;

Vu que la Commune de Saint-Josse-ten-Noode a participé en 2017, avec le soutien du Collège, à la campagne « All Genders Welcome » lancée par la Rainbow House, par l'intermédiaire du Service Egalité des Chances du DeSLI;

Vu que la Rainbow House est l'union de nombreuses associations francophones et néerlandophones Lesbiennes, Gays, Bisexuel(le)s, Transgenres, Queer, Intersexes de la Région de Bruxelles ;

Vu que la campagne « All Genders Welcome » consiste en l'élaboration de visuels (roll-up et brochures) pour promouvoir l'inclusion des personnes LGBTQI+ et en la sensibilisation et formation du personnel communal ;

Vu que la Commune de Saint-Josse-ten-Noode a proposé pour la précédente campagne de sensibilisation le thème de l'homoparentalité avec comme message «Nos crèches accueillent toutes les familles»;

Vu que ladite affiche roll-up, destinée aux habitants, se trouve à l'entrée de la Maison communale;

Vu que la formation 2017 a, quant à elle, permis de sensibiliser le personnel communal à la question des orientations sexuelles de manière générale et d'aborder la nouvelle loi transgenre en vigueur;

Vu que la Commune de Saint-Josse-ten-Noode a, en outre, hissé le drapeau arc-en-ciel sur la façade de la Maison communale le 17 mai 2017 et réitérera l'action le 17 mai 2018, à l'occasion de la journée internationale de lutte contre l'homophobie et la transphobie ;

Vu que cette action-drapeau est soutenue par le Collège communal;

Vu que la Rainbow House souhaite poursuivre la campagne «All Genders Welcome» en 2018 avec le soutien de la Région Bruxelles-Capitale et qu'elle invite les Communes bruxelloises, dont la Commune de Saint-Josse-ten-Noode, à y participer une nouvelle fois et à signer une convention de partenariat pour officialiser la collaboration;

Vu que la convention de partenariat qui, entre autres, définit l'objet de la campagne : élaboration de visuels et formation du personnel communal ;

Décide,

d'adopter la convention de partenariat « All Genders Welcome 2018 ».

Campagne "All Genders Welcome "; Partnerschapsovereenkomst voor 2018.

De Gemeenteraad,

Gezien de dienst Gelijke Kansen van DeSLI tot doel heeft om te strijden tegen alle discriminaties, en te sensibiliseren rond de thematiek van de LGBTQI+ (Lesbian, Gay, Bi, Transgender, Queer, +) ;

Gezien de Gemeente Sint-Joost-ten-Node in 2017, met de steun van het College, heeft deelgenomen aan de campagne « All Genders Welcome» gelanceerd door Rainbow House, door bemiddeling van de dienst Gelijke Kansen van DeSLI;

Gezien Rainbow House een samenvoeging is van tal van Franstalige en Nederlandstalige verenigingen voor lesbiennes, homo- en biseksuel(en), Transgenders, Queer, Interseksuelen van het Brussels Gewest ;

Gezien de campagne« All Genders Welcome » bestaat uit de uitwerking van beeldmateriaal (roll-ups en brochures) om de inschakeling te bevorderen van LGBTQI+ personen en uit de sensibilisering en opleiding van het gemeentepersoneel ;

Gezien de Gemeente Sint-Joost-ten-Node voor de vorige sensibiliseringscampagne het thema van homo-ouderschap heeft voorgesteld met als boodschap «Onze crèches verwelkomen alle gezinnen»;

Gezien deze roll-up affiche bestemd voor de inwoners zich bevindt aan de ingang van het Gemeentehuis;

Gezien de opleiding 2017 toeliet om het gemeentepersoneel te sensibiliseren rond de kwestie van seksuele oriëntaties in het algemeen en om de nieuwe geldende transgenderwet aan te kaarten;

Gezien de Gemeente Sint-Joost-ten-Node bovendien de regenboogvlag heeft gehesen op de gevel van het Gemeentehuis op 17 mei 2017 en de actie zal herhalen op 17 mei 2018, ter gelegenheid van de internationale dag tegen homofobie en transfobie ;

Gezien deze vlag-actie ondersteund wordt door het Schepencollege;

Gezien het Rainbow House de campagne «All Genders Welcome» wenst verder te zetten in 2018 met de steun van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en dat het de Brusselse gemeenten, waaronder de Gemeente Sint-Joost-ten-Node, uitnodigt om hier opnieuw aan deel te nemen en om een partnerschapsovereenkomst te ondertekenen om de medewerking te officialiseren;

Gelet op de partnerschapsovereenkomst die onder andere het voorwerp van de campagne vaststelt : uitwerking van beeldmateriaal en opleiding van het gemeentepersoneel ;

Beslist,

om de partnerschapsovereenkomst « All Genders Welcome 2018 » goed te keuren.

3 annexes / 3 bijlagen

AGW 2018_Convention entre RainbowHouse et Partenaires.odt.pdf, AGW-

2018_Overeenkomst-tussen-RainbowHouse-en-Partners-Arne.pdf,

RC_convention_rainbowhouse.pdf

28.05.2018/A/0014 **C.P.A.S. de St-Josse-ten-Noode; compte 2016; approbation.**

Mesdames, Messieurs,

Nous nous permettons de vous présenter le compte 2016 du CPAS de Saint-Josse-Ten-Noode.

En sa séance du 29 mars 2018, le Conseil du C.P.A.S. de St-Josse-ten-Noode a arrêté son compte de l'exercice 2016.

Le compte 2016 du CPAS de Saint-Josse-Ten-Noode se clôture par un résultat positif de 794.989,78 €.

Ce résultat est essentiellement expliqué par l'évolution des postes suivants :

- augmentation des recettes de prestations,

- forte augmentation des recettes de transferts,
- stabilité des dépenses relatives à l'aide social (dépenses en redistributions),
- stabilité des dépenses en personnel,
- très grande stabilité des dépenses en fonctionnement.

	2013	2014		2015		
Recettes prestations	2.623.732,41 €	2.623.095,11 €	-0,02%	2.994.752,43 €	+ 14,17%	
Recettes Transferts	33.474.777,17 €	31.446.805,65 €	-6,06%	31.497.473,86 €	+ 0,16%	3
dépenses redistribution	20.080.211,77 €	18.193.076,03 €	-9,40%	18.075.729,35 €	-0,65%	1
dépenses en personnel	11.633.824,58 €	12.190.743,35 €	+ 4,79%	12.474.322,72 €	+ 2,32%	1
dépenses fonctionnement	2.933.321,35 €	2.926.105,36 €	-0,25%	3.157.224,44 €	+ 7,90%	

L'augmentation des recettes de prestations est principalement expliquée par l'extension de la Maison de repos et autres recettes liées à la participation des employeurs dans le coût des « articles 60 ».

La forte augmentation des recettes de transferts est principalement expliquée par l'augmentation des recettes fédérales liées aux dépenses d'aides sociales (qui sont restées assez stables) ainsi qu'aux interventions de l'INAMI.

Signalons aussi que par rapport au budget 2016, les recettes ont été réalisées à 96,44 % et les dépenses à 94,06 %.

En vue de ces éléments, et en vertu de l'article 106 § 3 de la loi organique des CPAS (modifié par l'article 37 de l'ordonnance du 3 juin 2003), le résultat positif de l'exercice propre de l'année 2016 du CPAS, à savoir le montant de 794.989,78 €, sera rétrocédé à la Commune de Saint-Josse-ten-Noode par la diminution de la dotation prévue au budget de l'exercice 2018 du CPAS.

Par conséquent, il vous est proposé, Mesdames, Messieurs, d'approuver le compte 2016 du C.P.A.S. de St-Josse-ten-Noode.

O.C.M.W. van St-Joost-ten-Node; rekening 2016; goedkeuring.

Mevrouwen, Mijne Heren,

Wij stellen U de rekening 2016 voor van het OCMW van Sint-Joost-ten-Node.

In haar zitting van 29 maart 2018, heeft de Raad van het O.C.M.W. van Sint-Joost-ten-Node haar rekening gestemd voor het dienstjaar 2016.

De rekening 2016 van het O.C.M.W. wordt afgesloten met een positief resultaat van 794.989,78 €. Dit resultaat kan voornamelijk worden verklaard door de evolutie van de volgende posten :

- stijging van de ontvangsten uit prestaties,
- sterke stijging van de ontvangsten uit overdrachten,
- stabiliteit van de uitgaven met betrekking tot sociale hulp (uitgaven voor herverdelingen),
- stabiliteit van de personeelsuitgaven,
- zeer grote stabiliteit van de werkingsuitgaven.

	2013	2014		2015	
Ontvangsten prestaties	2.623.732,41 €	2.623.095,11 €	- 0,02 %	2.994.752,43 €	+ 14,17 %
Ontvangsten overdrachten	33.474.777,17 €	31.446.805,65 €	- 6,06 %	31.497.473,86 €	+ 0,16 %
herverdelingsuitgaven	20.080.211,77 €	18.193.076,03 €	- 9,40 %	18.075.729,35 €	- 0,65 %
personeelsuitgaven	11.633.824,58 €	12.190.743,35 €	+ 4,79 %	12.474.322,72 €	+ 2,32 %
werkingsuitgaven	2.933.321,35 €	2.926.105,36 €	- 0,25 %	3.157.224,44 €	+ 7,90 %

De stijging van de ontvangsten uit prestaties kan voornamelijk worden uitgelegd door de uitbreiding van het Rustoord en andere ontvangsten die verband houden met de deelname van de werkgevers in de kosten van “artikels 60”.

De sterke stijging van de ontvangsten uit overdrachten wordt voornamelijk verklaard door de stijging van de federale ontvangsten die verband houden met de uitgaven van sociale hulp (die

redelijk stabiel zijn gebleven) alsook met de tussenkomsten van het RIZIV.

Wij melden tevens dat in vergelijking met de begroting 2016 de ontvangsten werden gerealiseerd met 96,44 % en de uitgaven met 94,06 %.

Met het oog op deze elementen en krachtens artikel 106 §3 van de organieke wet van de OCMW's (gewijzigd door artikel 37 van de ordonnantie van 3 juni 2003), zal het positieve resultaat van het eigen dienstjaar van het jaar 2016 van het OCMW, namelijk een bedrag van 794.989,78 €, worden teruggegeven aan de Gemeente Sint-Joost-ten-Node door de vermindering van de dotatie voorzien in de begroting van dienstjaar 2018 van het OCMW.

Bijgevolg, stellen wij U voor, Mevrouwen, Mijne Heren de rekening 2016 van het O.C.M.W. van St-Joost-Ten-Node goed te keuren.

2 annexes / 2 bijlagen

CPAS_Courrier remise du C16 - du B18 et de la NPG 2018_18-05-07.pdf, CPAS_note technique du CPAS C16_18-05-07.pdf

28.05.2018/A/0015 C.P.A.S. de St-Josse-ten-Noode ; budget de l'exercice 2018, approbation.

Mesdames, Messieurs,

En sa séance du 29 mars 2018, le Conseil du C.P.A.S. de St-Josse-ten-Noode a arrêté son budget pour l'année 2018.

Une note explicative et une note de politique générale sont jointes au budget 2018 du CPAS.

A la lecture de ce budget, nous remarquons les éléments suivants :

1. SERVICE EXPLOITATION

1.1. Recettes :

Les recettes augmentent globalement de 684.529,04 € (ou + 1,72 %) par rapport aux crédits du budget de l'année 2017, pour les porter à 40.547.861,27 €.

Les principaux changements se situent au niveau des recettes de transferts (+ 1,96 %).

* Les recettes de transferts (36.520.092,77 € :+ 1,96 %) :

Ces recettes supplémentaires sont principalement liées aux aides sociales par une hausse importante de l'intervention du pouvoir central pour le RIS 100 %.

Aussi, l'augmentation des recettes de transferts est expliquée par la dotation communale supplémentaire afin de financer les dépenses en personnel liées à la RTT.

1.2. Dépenses :

Le montant des dépenses d'exploitation du budget du CPAS de St-Josse-ten-Noode pour 2018 s'élève à 40.047.431,85 € soit une augmentation de 1.003.552,45 € (ou + 2,57 %) par rapport à son budget de l'exercice précédent.

Ces dépenses sont couvertes pour partie par la dotation communale raison de 10.562.697,14 €.

Mise à part une augmentation des 200.000 € afin de financer les dépenses de personnel liées à la RTT, la dotation communale reste inchangée par rapport à celle de l'exercice précédent, en attendant le résultat du compte de l'exercice 2016 (prochainement de l'exercice 2017) du CPAS.

Les dépenses d'exploitation se répartissent comme suit :

* Les dépenses de personnel (14.703.388 €) augmentent de 2,82 % par rapport aux crédits du budget de l'exercice précédent, soit de 403.826,14 €.

Outre les revalorisations barémiques et indexations salariales diverses, cette augmentation est principalement due à l'engagement de nouveaux agents (liste mieux reprise en annexe), ainsi qu'à la prise en charge à 100% des abonnements et frais de transport du personnel du CPAS.

* Les dépenses de fonctionnement (3.887.333,50 €) présentent une augmentation de 4,46 % par rapport aux crédits du budget de l'exercice précédent, soit de 165.983,50 €.

Cette hausse est principalement due à la budgétisation des différents besoins administratifs et autres besoins liés à la formation du personnel.

* Les dépenses de redistribution (20.685.100 €) ces dépenses augmentent de 3,36 % par rapport aux crédits du budget de l'exercice précédent, soit de 672.900 €.

Depuis 2012, l'aide sociale est en baisse constante. Cette tendance semble ralentir voire atteindre son point le plus bas à partir de fin d'année 2015.

Notons l'augmentation des frais médicaux, pharmaceutiques, d'hospitalisation et d'hébergement.

Le RIS 100 % est en nette augmentation (+ 1.072.000 €) tandis que le RIS 70% et l'ERIS pour les articles 60§7 sont en diminution (-442.200 € et 178.000 €).

* Les dépenses de charges financières (771.610,35 €) diminuent de 23,66 % par rapport aux crédits du budget de l'exercice précédent, soit de -239.157,19 €.

Elles sont composées des charges d'intérêts des emprunts, des intérêts de retard à payer ainsi que des intérêts débiteurs sur les comptes courants.

Cette diminution s'expliquerait principalement par la régularisation d'une surestimation des charges financières pour le Centre Gériatrique en 2017.

2. SERVICE INVESTISSEMENTS

Les prévisions d'investissements pour l'année 2018 se chiffrent 4.092.709,42 €, à savoir :

- 265.250 € pour les investissements relatifs à l'administration générale ;
- 50.000 € pour les investissements relatifs à la rénovation de patrimoine locatif privé ;
- 1.927.900 € pour les investissements relatifs à l'aide sociale ;
- 835.900 € pour les investissements relatifs à la Maison de repos pour personnes âgées ;
- 43.000 € pour les investissements relatifs au Service de la réinsertion professionnelle ;
- 18.550 € pour les investissements relatifs aux dispensaires et centres de santé ;

•
Le solde, soit 952.109,42 €, représente le remboursement des amortissements des emprunts contractés par le CPAS.

3. **RÉSULTAT**

Le résultat net du compte de l'exercice 2016 du CPAS tient aussi compte du report de son résultat net du compte de l'exercice 2015, à savoir 68.017,90 €.

Vu le retard dans la présentation du compte de l'exercice 2016 et dans le budget de l'exercice 2018 du CPAS et afin de tenir compte du résultat positif du compte de l'exercice 2016 du CPAS (851.341,30 € diminué du montant total de la provision pour créances aléatoires à savoir 56.351,52 €) dans la présentation de son budget de l'exercice 2018, il y a lieu de réformer le budget 2018 du CPAS en proposant une diminution de la dotation communale 2018 (à savoir 10.562.697,14 €) pour un montant de 794.989,78 € afin de la porter au montant de 9.767.707,36 €.

Par conséquent, nous avons l'honneur de vous proposer d'adopter le budget 2018 du C.P.A.S de St-Josse-Ten-Noode moyennant une diminution de la dotation communale de 794.989,78 € afin de la porter à 9.767.707,36 € au lieu de 10.562.697,14 €.

O.C.M.W. van Sint-Joost-ten-Node; begroting voor het dienstjaar 2018, goedkeuring.

Mevrouwen, Mijne Heren,

In zijn zitting van 29 maart 2018, heeft de Raad van het O.C.M.W. van Sint-Joost-ten-Node zijn begroting voor het dienstjaar 2018 gestemd.

Een verklarende nota en een algemene beleidsnota werden gevoegd bij de begroting 2018 van het O.C.M.W.

Bij lezing van deze begroting merken wij de volgende elementen op :

1. . **EXPLOITATIEDIENST** :

1.

1. **Ontvangsten:**

De ontvangsten stijgen globaal met 684.529,04 € (of + 1,72 %) in vergelijking met de gewijzigde kredieten van 2017, waardoor ze gebracht worden op 40.547.861,27 €.

De belangrijkste veranderingen zijn te vinden op het niveau van de ontvangsten van overdrachten (+ 1,96 %)

* **De ontvangsten van overdrachten** (36.520.092,77 € : +1,96 %) :

Deze aanvullende ontvangsten houden voornamelijk verband met de sociale steun door een belangrijke verhoging van de tussenkomst van de centrale overheid voor het leefloon 100 %.

Tevens kan de stijging van de ontvangsten van overdrachten worden uitgelegd door de aanvullende gemeentelijke dotatie om de personeelsuitgaven te financieren met betrekking tot de arbeidstijdverkortings.

1.2. Uitgaven :

De exploitatie-uitgaven van de begroting voor 2018 van het O.C.M.W. van Sint-Joost-ten-Node bedragen 40.047.431,85 € hetzij een stijging van 1.003.552,45 € (of + 2,57 %) in vergelijking met de begroting van het vorige dienstjaar.

Deze uitgaven worden deels gedekt door de gemeentelijke dotatie voor een bedrag van 10.562.697,14 € . Afgezien van een stijging van 200.000 € om de personeelsuitgaven te financieren met betrekking tot de AVT, blijft de gemeentelijke dotatie onveranderd ten opzichte van die van het vorige dienstjaar, , in afwachting van het resultaat van de rekening van van dienstjaar 2016 (en eerstdaags van dienstjaar 2017) van het OCMW.

De exploitatie-uitgaven zijn verdeeld als volgt:

*De personeelsuitgaven (14.703.388 €) verhogen met 2,82 % in vergelijking met de kredieten van de begroting van het vorig dienstjaar, hetzij 403.826,14 €.

Naast de weddeschaalherzieningen en de diverse loonindexeringen is deze stijging voornamelijk te wijten aan de aanwerving van nieuwe agenten (lijst toegevoegd in de bijlage), alsook aan de tenlasteneming voor 100 % van de abonnementen van de vervoerskosten van het personeel van het OCMW.

*De werkingskosten (3.887.333,50 €) vertonen een stijging van 4,46 % in vergelijking met de begrotingskredieten van het vorige dienstjaar, hetzij 165.983,50 €.

Deze stijging is voornamelijk te wijten aan de budgettering van administratieve noden en noden die verband houden met de opleiding van het personeel.

*De herverdelingsuitgaven (20.685.100 €) - deze uitgaven stijgen met 3,36 %, in vergelijking met de begrotingskredieten van het vorige dienstjaar, hetzij 672.900 €.

Sedert 2012 gaat de maatschappelijke bijstand voortdurend in dalende lijn. Deze tendens lijkt te verminderen en zelfs zijn laagste punt te bereiken vanaf het einde van het jaar 2015.

We noteren een stijging van de medische-, farmaceutische-, hospitaliserings- en verblijfskosten.

Het leefloon 100 % gaat duidelijk in stijgende lijn (+ 1.072.000 €) terwijl het leefloon 70 % en het equivalent leefloon voor artikelen 60§7 in dalende lijn gaan (- 422.200 € en 178.000 €).

*De uitgaven voor de financiële lasten (771.610,35 €) verlagen met 23,66 % in vergelijking met de begrotingskredieten van het vorige dienstjaar, hetzij - 239.157,19 €.

Ze zijn samengesteld uit de lasten voor interesten op leningen, te betalen nalatigheidsinteresten evenals debetinteresten op zichtrekeningen.

Deze verlaging kan voornamelijk worden verklaard door de regularisatie van een overschatting van de financiële lasten voor het Geriatrisch Centrum in 2017.

2. DIENST INVESTERINGEN:

De investeringsvoorzieningen voor het jaar 2018 bedragen 4.092.709,42 € , hetzij:

-
- 265.250 € voor de investeringen voor de algemene administratie;
-

50.000 € voor de investeringen voor de renovatie van het privé-huurpatrimonium;

•

1.927.900 € voor de investeringen inzake maatschappelijke bijstand;

•

835.900 € voor de investeringen voor het Rusthuis voor ouderen;

•

43.000 € voor de investeringen voor de Dienst voor professionele herinschakeling;

•

18.550 € voor de investeringen voor de dispensaria en gezondheidscentra;

•

Het saldo, hetzij 952.109,42 €, vertegenwoordigt de terugbetaling van de aflossingen van de door het OCMW aangegane leningen.

Bijgevolg, na het lezen van de beleidsnota en rekening houdend met de financiële toestand van de Gemeente, stellen wij u voor, Dames en Heren, om de begroting van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn van Sint-Joost-ten-Node voor het dienstjaar 2018 goed te keuren, zoals deze bij het huidige dossier is gevoegd.

3. RESULTAAT

Het netto resultaat van de rekening van dienstjaar 2016 van het OCMW houdt tevens rekening met de overdracht van haar netto resultaat van dienstjaar 2015, namelijk 68.017,90 €.

Gezien de vertraging in de voorstelling van de rekening van dienstjaar 2016 en in de begroting van dienstjaar 2018 van het OCMW en teneinde rekening te houden met het positief resultaat van de rekening van dienstjaar 2016 van het OCMW (851.341,30 € verminderd met het totaal bedrag van de provisie voor onzekere schuldvorderingen namelijk 56.351,52 €) in de voorstelling van haar begroting van dienstjaar 2018, dient de begroting 2018 van het OCMW te worden hervormd door een daling voor te stellen van de gemeentelijke dotatie 2018 (namelijk 10.562.697,14 €) voor een bedrag van 794.989,78 € teneinde deze te brengen op een bedrag van 9.767.707,36 €.

Bijgevolg stellen wij U voor, Mevrouwen, Mijne Heren, de begroting 2018 van het OCMW goed te keuren mits een vermindering van de gemeentelijke dotatie 2018 van 794.989,78 € teneinde deze te brengen op een bedrag van 9.767.707,36 € in plaats van 10.562.697,14 €.

5 annexes / 5 bijlagen

CPAS_Courrier remise du C16 - du B18 et de la NPG 2018_18-05-07.pdf, OCMW - begrot. 2018 - Algemene beleidsnota.pdf, C.P.A.S. - Projet Budget 2018.pdf, CPAS_PV Comité concertation B18_18-03-29.pdf, C.P.A.S. - budget 2018 - Note politique générale.pdf

28.05.2018/A/0016 **Prise en charge par l'administration fiscale régionale de l'établissement et du recouvrement des centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique - Exercice d'imposition 2019.**

Le Conseil,

Vu l'article 170, §4 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

Vu l'Ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, article 13, §2 ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 2017 établissant les modalités de certains actes prévus par l'Ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, article 4/1 ;

Considérant que l'administration fiscale régionale assurera l'établissement, l'enrôlement, la perception et le recouvrement des centimes additionnels à la taxe régionale sur l'hébergement touristique pour l'exercice d'imposition 2019, pour autant que la Commune émette le souhait de bénéficier de ce service avant le 30 juin 2018 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins,

Décide :

Article 1^{er} – De charger l'administration fiscale de la Région de Bruxelles-Capitale de l'établissement, de l'enrôlement, de la perception et du recouvrement des centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements touristiques, pour l'exercice d'imposition 2019.

Article 2 – De charger le Collège des Bourgmestre et Échevins de la notification de cette décision conformément à l'article 4/1 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 2017 établissant les modalités de certains actes prévus par l'Ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique.

Belasting van de gewestelijke fiscale administratie met de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de gemeentelijke opcentiemen op de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies - Aanslagjaar 2019.

De Raad,

Gelet op artikel 170, §4 van de Grondwet ;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de Ordonnantie van 26 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies, artikel 13, §2 ;

Gelet op besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 2017 tot vaststelling van de modaliteiten van bepaalde handelingen voorzien door de Ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies, artikel 4/1 ;

Overwegende dat de gewestelijke fiscale administratie slechts zal instaan voor de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de gemeentelijke opcentiemen op de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies voor aanslagjaar 2019 in zoverre de gemeente voor 30 juni 2018 de wens uit om van deze dienstverlening gebruik te maken ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

Besluit :

Artikel 1 – De fiscale administratie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te belasten met de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de opcentiemen op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristisch logies voor aanslagjaar 2019 ;

Artikel 2 – Het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de mededeling van deze beslissing aan de gewestelijke fiscale administratie overeenkomstig artikel 4/1 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 2017 tot vaststelling van de modaliteiten van bepaalde handelingen voorzien door de Ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies.

3 annexes / 3 bijlagen

161223--MB170106--Ordo T Reg Ets HTouristiques.pdf, 170126--AG RBC modalites actes de Ordo 161223 TR EHTouristiques.pdf, AG RBC 170608-Modal Actes Ordo 161223 TR EHT.pdf

28.05.2018/A/0017 **Association de droit public « Les Cuisines Bruxelloises » ; proposition de modification des statuts ; approbation.**

Le Conseil Communal,

Vu les articles 117 et 120 § 2 de la Nouvelle Loi communale;

Vu les Statuts et notamment l'article 6 §2, de l'Association de droit public dénommée « Les cuisines bruxelloises » constituée le 31 août 2004, située Grand Place, Hôtel de Ville de Bruxelles;

Vu la décision du Conseil communal du 25 mars 2009 par laquelle le Conseil communal décide d'adhérer comme membre associé à l'association de droit public « Les cuisines bruxelloises »;

Vu le courrier du 8 mai 2018 émanant de l'association de droit public « Les cuisines bruxelloises » contenant des propositions de modification des statuts de l'association, dont une copie est versée au dossier ;

Considérant que les modifications proposées visent principalement l'adhésion au sein de l'Association de l'«Institut Jules Bordet » et l'« Hôpital Universitaire des Enfants Reine Fabiola » ;

Décide :

D'approuver l'ensemble des modifications statutaires proposées par l'Association « Les cuisines bruxelloises » en son courrier du 8 mai 2018, dont une copie est versée au

dossier.

Publiekrechtelijke vereniging « De Brusselse Keukens » ; voorstel tot wijziging van de statuten ; goedkeuring.

De Gemeenteraad,

Gelet op artikelen 117 en 120 § 2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de Statuten en inzonderheid artikel 6 §2, van de Publiekrechtelijke vereniging genaamd « De Brusselse Keukens » opgericht op 31 augustus 2004, gelegen Grote Markt, Stadhuis van Brussel;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 25 maart 2009 waarbij de Gemeenteraad beslist om zich aan te sluiten als geassocieerd lid bij de publiekrechtelijke vereniging « De Brusselse Keukens »;

Gelet op de brief van 8 mei 2018 van de publiekrechtelijke vereniging « De Brusselse keukens » die voorstellen bevat tot wijziging van de statuten van de vereniging, waarvan een kopie wordt bijgevoegd bij het dossier ;

Overwegende dat de voorgestelde wijzigingen voornamelijk betrekking hebben op de aansluiting binnen de Vereniging van het «Jules Bordet Instituut » en het « Universitair Kinderziekenhuis Koningin Fabiola » ;

Beslist :

Om alle statutaire wijzigingen voorgesteld door de Vereniging « De Brusselse keukens » in haar brief van 8 mei 2018, waarvan een kopie wordt bijgevoegd bij het dossier, goed te keuren.

2 annexes / 2 bijlagen

Courrier cuisines bruxelloises 8 mai 2018.pdf, Erratum Commune St Josse ten Noode Assemblée Générale extraordinaire - Adhésion I.J. Bordet et HUDERF - modifications statutaires.pdf

28.05.2018/A/0018 Association de droit public « Les Cuisines Bruxelloises » ; adaptation de l'offre des repas scolaires.

Le Conseil communal,

Vu la proposition de « Les Cuisines bruxelloises » de passer à la commande et aux paiements des repas scolaires des écoles communales fondamentales francophones et néerlandophone en individuel et non plus en collectif comme c'est le cas actuellement ;

Vu que la commande de la soupe-tartine du midi restera en collectif et que le paiement sera pris à charge par la Commune sur l'article 7030/124/23 ;

Vu qu'en individuel les parents seraient amenés à remplir un formulaire de commande

en début d'année scolaire et qu'ils effectueraient le paiement directement auprès des Cuisines bruxelloises ;
Vu la proposition du choix entre trois menus différents ;
Vu la proposition du choix entre deux grammages par catégorie d'enfants (primaire, maternel) ;
Vu la proposition d'offrir également une soupe à 10h en période hivernale et que la commande de celle-ci se fera en collectif et que le paiement sera pris en charge par la Commune sur l'article 7030/124/23 ;
Sur proposition du Collège communal ;
Vu la proposition d'opérer ces changements en vue de leur application dès la rentrée scolaire 2018-2019 ;

Décide :

D'accepter la proposition de « Les Cuisines bruxelloises » de passer à la commande et aux paiements des repas scolaires des écoles communales fondamentales francophones et néerlandophone en individuel ;
De demander aux parents de remplir un formulaire de commande en début d'année scolaire et d'effectuer le paiement en direct auprès des Cuisines bruxelloises ;
De proposer un choix entre trois menus différents et entre deux grammages par catégorie d'enfants (primaire, maternel) ;
De maintenir la commande de la soupe-tartine du midi en collectif avec prise en charge par la Commune ;
D'offrir également en période hivernale une soupe à 10h en collectif avec prise en charge par la Commune ;
D'opérer ces changements en vue de leur application dès la rentrée scolaire 2018-2019.

Publiekrechtelijke vereniging « De Brusselse Keukens »; aanpassing van de offerte van de schoolmaaltijden.

De Gemeenteraad,

Gelet op het voorstel van « De Brusselse keukens » om over te gaan tot de individuele bestelling en betalingen van de schoolmaaltijden van de Franstalige en Nederlandstalige gemeentelijke basisscholen en niet meer collectief zoals momenteel het geval is ;

Gezien de bestelling van de soep-boterham van 's middags collectief blijft en de betaling ten laste zal worden genomen door de Gemeente op artikel 7030/124/23 ;

Gezien wat de individuele maaltijden betreft, de ouders een bestellingsformulier zullen moeten invullen bij het begin van het schooljaar en de betaling rechtstreeks zullen dienen te vereffenen bij De Brusselse keukens ;

Gelet op het voorstel van de keuze tussen drie verschillende menu's ;

Gelet op het voorstel van de keuze tussen twee gewichten per categorie van kinderen (basisschool, kleuterschool) ;

Gelet op het voorstel om eveneens een soep aan te bieden om 10u in de winterperiode en dat de bestelling hiervan collectief zal gebeuren en dat de betaling ten laste zal worden genomen door de Gemeente op artikel 7030/124/23 ;

Op voorstel van het Gemeentecollege ;

Gelet op het voorstel om deze wijzigingen door te voeren met het oog op de toepassing ervan vanaf het begin van het schooljaar 2018-2019 ;

Beslist :

Het voorstel te aanvaarden van « De Brusselse keukens » om over te gaan tot de individuele bestelling en betaling van de schoolmaaltijden van de Franstalige en Nederlandstalige gemeentelijke basisscholen;

De ouders te vragen een bestellingsformulier in te vullen bij het begin van het schooljaar en de betaling rechtstreeks te vereffenen bij de Brusselse keukens ;

Een keuze voor te stellen tussen drie verschillende menu's en tussen twee gewichten per categorie van kinderen (basisschool, kleuterschool);

De bestelling van de soep-boterham van 's middags collectief te behouden met tenlasteneming van de betaling door de Gemeente;

Om eveneens in de winterperiode een soep aan te bieden om 10u collectief te behouden met tenlasteneming van de betaling door de Gemeente;

Deze wijzigingen door te voeren vanaf het begin van het schooljaar 2018-2019.

8 annexes / 8 bijlagen

Procédure d'accès au site - FR.pdf, 048 LCB-Document FR RESCO.pdf, Information sur LCB.pdf, Online inschrijving - NL.pdf, Informatie op DBK 2017.pdf, 48-LCB-Document-NL RESCO.pdf, Factuur betalingsherinnering advocaat RESCO LCB NL.pdf, Facture Rappel avocat RESCO LCB FR.pdf

28.05.2018/A/0019 **Intercommunale Vivaqua; assemblée générale extraordinaire du 7 juin 2018; modification des statuts; mandat.**

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment ses articles 117 à 122;

Vu la Loi du 22 décembre 1986 relative aux intercommunales;

Vu le Code des sociétés;

Vu l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu les statuts de l'Intercommunale Vivaqua et notamment l'article 24 de ceux-ci;

Vu les publications aux annexes du Moniteur belge des 30 novembre 2017 (visant notamment la réduction de capital suite au retrait des communes flamandes associées) et le 2 février 2018 (constatation de la fusion par absorption d'Hydrobru par Vivaqua avec effet au 31 décembre 2017);

Vu la nécessité d'établir une version coordonnée des statuts de Vivaqua découlant des décisions précitées;

Vu le souhait de Vivaqua de modifier également ses statuts tenant compte:

- d'une optimisation des règles de bonne gouvernance au sein de Vivaqua, notamment par l'insertion d'un Comité d'audit et d'un Comité de rémunérations ainsi que par une nouvelle répartition des rôles et responsabilités des Conseil d'Administration, Conseil de Gérance et Management;
- d'une mise en conformité avec les nouvelles règles applicables en Région de Bruxelles-Capitale en matière de rémunérations des membres des organes de gestion;
- de quelques adaptations de forme et de simplification administrative.

Vu le projet de statut reprenant les modification proposées;
Vu la convocation à l'Assemblée Générale Extraordinaire de Vivaqua et l'ordre du jour y annexé;
décide:

art.1 : d'approuver le projet des nouveaux statuts de Vivaqua tel qu'annexé à la convocation à l'Assemblée Générale Extraordinaire du 7 juin 2018;

art 2 : de mandater les représentants communaux au sein de l'Assemblée Générale de Vivaqua aux fins de voter conformément à la décision prise à l'article 1.

Intercommunale Vivaqua; buitengewone zitting van de algemene vergadering van 7 juni 2018; wijziging van de statuten; mandaat.

De Gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, met name de artikelen 117 tot 122 ervan;

Gelet op de Wet van 22 december 1986 betreffende de intercommunales;

Gelet op het Wetboek van Vennootschappen,

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de statuten van de intercommunale Vivaqua en met name artikel 24 ervan,

Gelet op de publicatie in de bijlagen van het Belgisch Staatsblad van 30 oktober 2017 (met name over de kapitaal- vermindering door de uittreding van de Vlaamse gemeentenvennoten) en van 2 februari 2018 (vaststelling van de fusie door overneming van Hydrobru door Vivaqua met ingang van 31 december 2017);

Gelet op de noodzaak om een gecoördineerde versie van de statuten van Vivaqua op de stellen ingevolge de voornoemde beslissingen;

Gelet op de wens van Vivaqua om ook zijn statuten te wijzigen, rekening houdend met :

- een optimalisering van de regels van goed bestuur bij Vivaqua, met name door de oprichting van een auditcomité en een remuneratiecomité alsook door een nieuwe verdeling van de rollen en verantwoordelijkheden van de Raad van Bestuur, de Raad van Zaakvoerders en het Management;
- een conformering aan de nieuwe regels die van toepassing zijn in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest betreffende de bezoldigingen van de leden van de beheersorganen;
- enkele aanpassingen qua vorm en met het oog op administratieve vereenvoudiging;

Gelet op het ontwerp van de statuten met daarin de voorgestelde wijzigingen;

Gelet op de oproeping voor de buitengewone zitting van de Algemene Vergadering van Vivaqua en de bijgevoegde agenda;

Beslist :

Art. 1 : om het ontwerp van de nieuwe statuten van Vivaqua goed te keuren, zoals het bij de oproeping voor de buitengewone zitting van de Algemene Vergadering van 7 juni 2018 werd gevoegd;

Art. 2 : de gemeentelijke vertegenwoordigers in de Algemene Vergadering van Vivaqua volmacht te geven om hun stem uit te brengen en dit overeenkomstig de beslissing genomen in artikel 1.

1 annexe / 1 bijlage
VIVAQUA assemblée générale 2018.pdf

28.05.2018/A/0020 **Contrat communal de Cohésion sociale Avenant n° 2 ; approbation.**

Le Conseil,

Vu la DC du 09/01/18 autorisant l'ajout du montant de 10.000 €, disponible suite à la dissolution d'une asbl, à la réserve communale à partir de 2018, ce jusqu'à la fin du Contrat communal de Cohésion sociale 2016-2020;

Vu l'avis de la Concertation locale du 12/12/17 dans ce sens;

Vu l'Avenant n°2 établi à cet effet;

Décide,

d'adopter l'Avenant n°2, reprenant notamment le transfert du montant de 10.000 €, disponible suite à la dissolution d'une asbl, à la Réserve communale- dont le montant s'élève à 56.571 €- ce jusqu'à la fin du Quinquennat 2016-2020.

5 annexes / 5 bijlagen

DCollege 09.01.18.pdf, RCollège pour Avenant n°2.pdf, DConseil 30.11.15.pdf, P.V. Concert. Loc 12.12.17.pdf, Avenant 2 au Contrat communal.pdf